

**« LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES »**

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« *Introduction* »

par Jean-Pierre Chevènement,
Ministre d'État, fondateur et président d'honneur de la Fondation Res
Publica..... 8

« *La ligne diplomatique française : ruptures ou continuité ?* »

par Bruno Tertrais,
Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et *Senior Fellow*
à l'Institut Montaigne..... 16

« *Finissons-en avec la nostalgie de la grandeur* »

par Jean-Dominique Merchet,
Journaliste, correspondant diplomatique et défense de *L'Opinion* 20

« *Inventer une politique étrangère d'influence et d'autonomie* »

par Hubert Védrine,
Ancien ministre des Affaires étrangères, président de HV Conseil, auteur
de *Dictionnaire amoureux de la géopolitique* (Plon, 2021) 24

Débat final..... 35

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous sommes très heureux et honorés de vous accueillir, vous qui avez bravé la pluie glaciale de ce pré-solstice pour rejoindre un amphithéâtre aux lumières un peu rudes. Mais vous en serez récompensés, j'espère, par la haute qualité des intervenants qui vont s'exprimer dans un instant devant vous.

Je vais très vite passer la parole à Jean-Pierre Chevènement qui a été le pilote de ce colloque.

Son intervention devrait être suivie par celle de Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, docteur en science politique, conseiller scientifique auprès du haut-commissaire au Plan, auteur notamment de l'ouvrage intitulé *Le choc démographique* (Odile Jacob, 2020) et, avec Delphine Papin, de *Atlas des Frontières, murs, migrations, conflits* paru cette année aux éditions Les Arènes.

Lui succédera Jean-Dominique Merchet, journaliste, correspondant diplomatie et défense de *L'Opinion*, animateur du blog *Secret défense*.

Pour finir, nous entendrons Hubert Védrine dont je n'ose pas décliner les nombreux titres, me bornant à signaler ses derniers ouvrages *Dictionnaire amoureux de la géopolitique* (Plon, 2021), *Atlas des crises et conflits* avec Pascal Boniface (Armand Colin, 2019).

Le mot « bilan » dans l'intitulé de ce colloque pourrait vous étonner mais il est suivi de « perspectives ». Vous le savez, la Fondation Res Publica cherche en général à élargir ses points de vue et à avoir une longueur de vue historique, cela à travers un débat raisonné, ces trois objectifs étant un peu sa marque de fabrique. Réussissons-nous ou pas ? Ce sera à vous de nous le dire.

Sur ce sujet lourd : « La politique étrangère de la France dans les deux dernières décennies : bilan et perspectives », je vais laisser la parole pour commencer à Jean-Pierre Chevènement.

Introduction

Je remercie d'abord les intervenants :

M. Merchet, journaliste remarquable par son indépendance d'esprit et sa fine connaissance des questions de défense.

M. Bruno Tertrais, expert reconnu en matière d'affaires stratégiques, considéré à tort ou à raison comme la tête pensante – et il y en a beaucoup – de ce courant que l'on qualifie un peu rapidement de « néo-conservatisme » à la française. Il ne m'en voudra pas de le dire comme cela puisque c'est sa réputation... et une réputation ça compte !

Enfin, je suis particulièrement heureux d'accueillir ce soir Hubert Védrine, que je n'ai pas besoin de présenter, qui a été un de nos plus remarquables ministres des Affaires étrangères.

Nous allons débattre d'un sujet ainsi libellé : « La politique étrangère de la France dans les deux dernières décennies : bilan et perspectives ». Ce sujet pourrait être abordé de différentes manières.

Ce qui est important dans la politique étrangère, nous rappelle-t-on tous les jours, ce sont les « valeurs ». Je prendrai les choses par un autre bout. Ce qui importe est plutôt l'indépendance qui nous permet d'être nous-mêmes, en harmonie, justement, avec ces valeurs affirmées de la France, héritière de la Révolution française, d'une civilisation et de l'idée républicaine, ce dont nous portons témoignage.

C'est une première logique, il y en a une deuxième qui est celle des intérêts. « Un véritable État, disait le général de Gaulle, n'a pas d'amis » et la France, comme tout État, doit défendre ses intérêts, quelquefois au péril de sa réputation. Mais, comme le rappelait Pascal, « L'homme n'est ni ange ni bête et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête ». Par conséquent nous sommes bien obligés de vendre aussi des avions de combat (je sais que c'est un sujet controversé) ou alors nous faisons le choix de nous priver d'une industrie aéronautique militaire.

Donc, deux logiques : la logique des valeurs et celle du réalisme.

C'est à cette aune que je vous demande de vous tourner vers les deux décennies écoulées. À vrai dire, je privilégierai un angle sur plusieurs qui sont possibles.

Nous aurions pu nous définir par rapport à la politique étrangère de la grande puissance qui domine notre époque depuis deux décennies, celle des États-Unis. Cette politique, définie après le 11 septembre 2001, était la « guerre contre la terreur ». Il se trouve que la France a pris d'emblée une position à contre-courant en refusant l'invasion de l'Irak en 2003. Mais la France n'a pas tenu cette position à contre-courant et, en fin de période, au moment où les Américains viennent d'évacuer Kaboul, elle se retrouve un peu en porte-à-faux comme on le voit justement dans les affaires du Moyen-Orient.

On pourrait adopter un autre point de vue, celui de la politique étrangère américaine qui a réévalué l'importance de la Chine dans les relations internationales, et mesurer à l'aune de la politique vis-à-vis de la Chine ce qu'a été la politique française, comment elle a pris en compte ces enjeux du futur.

Il y a un troisième point de vue, c'est celui de l'Europe. L'Europe a changé en l'espace de vingt ans. Il y a eu le référendum de 2005, le traité de Lisbonne, le Pacte budgétaire européen, encore appelé TSCG. Enfin, après l'affaire grecque, il y a eu en 2015 le desserrement de la politique monétaire de la BCE par M. Draghi et enfin en 2020 le compromis passé autour de ce qu'on appelle *Next Generation EU*, le début d'un endettement mutualisé.

Trois angles, trois approches, trois faces d'une politique étrangère.

Je ne pourrais pas oublier la quatrième approche, peut-être la plus importante : comment avons-nous contribué à définir « un mode de vie sage », selon l'expression de mon ami Alain Dejammet, notre ancien ambassadeur au Conseil de sécurité de l'ONU ? Un mode de vie sage qui ne se résume pas à la lutte contre le réchauffement climatique mais inclut les problèmes de l'énergie, de l'environnement, de la croissance, de la réindustrialisation, des technologies, du choix des technologies. C'est encore une autre approche.

Parmi ces nombreuses approches je privilégierai la plus lisible sur les vingt dernières années, celle qui part des questions du Moyen-Orient, des Twin Towers à Kaboul.

« *Le syndrome du Vietnam est enterré pour toujours dans les sables de l'Arabie* » avait déclaré George Bush père au lendemain de la première guerre du Golfe en

1991. Avec le recul nous pouvons mieux juger de ce qu'il en est. La « guerre contre la terreur » proclamée par le Président Bush junior au lendemain de la destruction des tours jumelles a abouti à l'impasse des « guerres sans fin ».

En même temps la montée de la Chine à l'horizon des grandes puissances, et même au deuxième rang mondial en termes de PIB, provoquait une réévaluation des défis auxquels les États-Unis se trouvaient confrontés. C'est ce qui a amené le président Obama à parler d'un « pivot », d'une rotation de la puissance américaine vers le Pacifique, en fait vers la Chine.

Après Obama ce fut Trump, après Trump, Biden. Nous observons une certaine continuité entre ces trois présidents puisque leur démarche a abouti à l'évacuation en catastrophe de l'Afghanistan. Celle-ci n'est pas un cas isolé car les États-Unis ont quasiment évacué l'Irak où ils ne tiennent plus que quelque 2000 soldats ... encore ne suis-je même pas sûr que le compte y soit. Les États-Unis se sont retirés d'à peu près tous les pays du Proche et du Moyen-Orient où ils étaient présents. Après ce syndrome du Vietnam qu'évoquait le Président Bush père, on assiste à un deuxième retrait américain du monde arabe et plus généralement du monde musulman. Ils ne se sont pas retirés partout dans les mêmes conditions mais on comprend bien que l'enjeu principal à leurs yeux ne se situe plus là.

Au départ il s'agissait pour ces fameux néo-conservateurs (Robert Kagan, Paul Wolfowitz et bien d'autres) d'exporter la démocratie par la guerre. Cette école de pensée très particulière réunissait des gens venus de la gauche, généralement d'anciens trotskistes, qui considéraient que c'était par la manière forte, par les armes, qu'on pouvait exporter la démocratie particulièrement face aux régimes dictatoriaux ou totalitaires. Ce fut la logique suivie vis-à-vis de l'Irak avant de l'être vis-à-vis de quelques autres pays (je pense notamment à la Libye).

Ce qui est tout à fait curieux c'est que cette logique ayant échoué, les Américains s'étant heurtés, en Irak à une résistance très efficace, notamment dans le Nord-Est de l'Irak, elle s'est très vite trouvée emportée dans une logique idéologique, celle d'Al-Qaïda. Le nom d'El-Zarkaoui symbolise cette jonction entre le nationalisme irakien et l'islamisme radical, celui d'Al-Qaïda.

Pendant quelques années le Nord-Est de l'Irak sera aux mains de ces gens-là avec lesquels évidemment nous ne voulions pas nous confondre. C'est une des raisons pour lesquelles la France, très rapidement, a cherché à se rabibocher avec les États-Unis dans les semaines qui ont suivi la chute de Bagdad, à Évian, au G8, où Jacques Chirac a cherché un compromis avec le Président Bush fils, de même qu'à l'ONU pour couvrir en quelque sorte la situation qui s'était créée en Irak.

Mais l'échec de l'entreprise menée pour implanter la démocratie en Irak par la force a conduit le Président Obama, en 2009, dans son discours du Caire, à définir une autre voie, la voie d'une exportation pacifique de la démocratie. C'est la logique des « révolutions arabes », en Tunisie et en Égypte d'abord puis en Libye et en d'autres pays où certains ont pensé que par la voie pacifique, par la voie de manifestations de rue notamment, ces régimes pourraient se démocratiser. Il faut le dire, cette voie-là a également conduit à l'échec parce qu'on ne peut pas exporter la démocratie, même pacifiquement, si on ne prend pas appui sur les motivations profondes des peuples en cause. En l'occurrence ce n'était pas vraiment le cas, notamment en Égypte où c'est l'islamisme radical des Frères musulmans, plutôt que celui d'Al-Qaïda, qui l'a emporté avec l'élection de M. Morsi. Mais ceci a provoqué une contre-réaction dont le résultat est l'accession du maréchal Sissi à la présidence de l'Égypte. C'est moins vrai en Tunisie où le président tunisien a quand même pris les moyens d'une manière forte, notamment vis-à-vis du parti islamiste Ennahdha. Ça a été vrai en Libye où, avec l'approbation des États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont mené une opération visant à éliminer Kadhafi, ce qui fut fait mais avec comme résultat une guerre civile dont nous ne sommes pas encore sortis. En Syrie, après que la Turquie a ouvert sa frontière vis-à-vis de la Syrie et rompu avec sa politique traditionnelle de non-intervention pour renouer avec la tradition ottomane, on a vu se constituer une Armée syrienne libre et s'enclencher une guerre civile qui a abouti à une radicalisation qui fait, que, en 2013, les Américains ont refusé de se joindre à la France pour frapper le régime syrien, nous laissant en quelque sorte devant nos responsabilités. Les choses ont abouti d'abord à une certaine radicalisation de la situation puis à la reprise en main de la situation par le régime de Bachar El Assad appuyé sur l'Iran et surtout sur la Russie.

Je n'en dis pas beaucoup plus mais la France, prisonnière du discours des « valeurs occidentales », s'est trouvée en quelque sorte à contre-courant de la politique américaine qui très rapidement a donné des signes de faiblesse. « La France fait partie des nations occidentales », avait dit Nicolas Sarkozy, chose que d'ailleurs je ne conteste pas. J'ajouterai simplement qu'elle fait partie plus généralement de la famille des nations et que le message de la République n'est pas destiné qu'aux pays occidentaux, il a une valeur universelle.

Est-ce à dire que la France a abandonné définitivement sa « boussole stratégique », celle que lui avait léguée le général de Gaulle, la boussole de

l'indépendance ? C'est une discussion dont j'aimerais qu'elle ait lieu ce soir. En effet, l'indépendance a une valeur par elle-même. La politique étrangère n'a pas pour but de dominer le monde ni même une partie de l'univers. L'indépendance a une valeur en elle-même qui permet d'affirmer les valeurs dans lesquelles on croit, même si, naturellement, elle ne peut pas résumer une politique.

J'ai évoqué ce que d'aucuns pourraient décrire comme le retour au bercail atlantiste de la France. Je ne confonds pas l'atlantisme et le néo-conservatisme mais je constate que dès 2003 la France s'est sentie seule, isolée, ce qui explique que dès ce moment (avril 2003) Jacques Chirac a cherché à se rapprocher à nouveau des États-Unis.

Cela pose la question de l'indépendance.

Que signifie « être seul » en politique étrangère ? On peut être seul et avoir raison, et tenir son cap. Évidemment il faut être réaliste, il faut en même temps prendre les moyens d'une existence politique. Mais cette solitude stratégique de la France n'était pas à mon sens une raison suffisante pour opérer ce « retour au bercail ».

Les États-Unis ont montré à d'autres occasions qu'ils ne tenaient pas la France pour un allié de premier rang, on l'a vu dans l'affaire des sous-marins australiens. L'épisode récent de l'alliance entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni est dans toutes les mémoires. Il a montré ce qu'est notre solitude sur un autre terrain, dans le grand jeu face à la Chine, ce qu'on appelle, à mon avis à tort, l'Indo-Pacifique, parce que l'Asie ne se limite pas à l'Inde et qu'il s'agit évidemment d'une politique visant à endiguer la Chine. Dans cette situation les États-Unis ont montré le peu de cas qu'ils faisaient de la France. Je l'ai en tout cas, en ce qui me concerne, ressenti comme une humiliation.

Certains disent que cette attitude des États-Unis à l'égard de la France remonte à très loin, à la guerre de Sept Ans (1756-1763), la « *French and Indian War* » qui avait opposé les colons britanniques de l'époque, dont une poignée de Virginiens sous le commandement d'un certain George Washington, aux Français et aux Indiens. En réalité je remonterai moins loin. Je dirai que le contentieux entre la France et les États-Unis, qui n'est jamais clairement étalé, remonte à la Première Guerre mondiale quand, à l'issue de celle-ci, les États-Unis, ont choisi de ne pas signer la Paix de Versailles, de passer un traité séparé avec l'Allemagne, de ne pas entrer à la SDN et de se tenir à l'écart dans une attitude de prudent isolationnisme par rapport aux affaires européennes. C'est ce qui a conduit à l'isolement de la

France qui, dans les années 1930, n'était pas soutenue non plus par la Grande-Bretagne dont la politique était celle de l'*appeasement*, c'est-à-dire d'une prudente réserve vis-à-vis d'Hitler. De sorte que la France, privée des alliés qu'elle s'était donnée en 1914 (la Russie, puis la Grande-Bretagne, enfin les États-Unis en 1917) s'est trouvée isolée.

La défaite de 1940 est aussi la défaite d'un pays laissé seul « à l'avant-garde des démocraties », comme disait le général de Gaulle mais plutôt, selon moi, à l'arrière-garde. Mais quelles que soient les responsabilités des classes dirigeantes françaises, particulièrement de nos états-majors et de notre classe politique, elles sont en réalité davantage partagées. Et je crois que tous les grands pays, particulièrement les démocraties occidentales, ont péché par faiblesse devant la montée du nazisme.

Je reviens sur le fait que la France a rallié le camp néo-conservateur américain dès 2007-2008, avec M. Sarkozy, avec la réintégration du commandement intégré de l'OTAN et l'envoi de soldats en Afghanistan, de sorte qu'on peut dire qu'en peu d'années les États-Unis ont su imposer leur politique avec leur unilatéralisme brutal, avec l'extraterritorialité du droit américain, rejetant la France dans un second cercle d'alliés comme l'a montré l'humiliante dénonciation par les dirigeants de l'AUKUS (*Australia, United Kingdom, United States*) du contrat de sous-marins entre la France et l'Australie.

Nous nous retrouvons donc dans une situation historique où l'enjeu central de la politique étrangère américaine n'est plus le Moyen-Orient mais la montée de la Chine. Et par rapport à ce nouveau défi la France a semblé se placer, dans la situation d'un partenaire de l'« Indo Pacifique » qui se voit bientôt rejeté... tandis que M. Michel Duclos (dont je ne sais s'il faut en faire un néo-conservateur) nous recommande de serrer les rangs autour des États-Unis, déclarant qu'avec Moscou il ne peut pas y avoir de dialogue, sinon un dialogue d'attente, le temps que les Russes se rendent compte de la montée en puissance de la Chine. Ces arguments ont leur pertinence mais une pertinence à courte vue qui méconnaît le caractère essentiel de notre solitude stratégique que j'évoquais tout à l'heure.

Le legs de cette période est évidemment aussi un legs administratif affectant les mouvements de personnels. Dans un article qu'il avait donné il y a quelques années Hubert Védrine disait que si la querelle sur le néo-conservatisme était une

fausse querelle, les nominations aux grands postes ne poseraient pas autant de difficultés. Il est évident que les nominations ont conduit à privilégier une certaine orientation idéologique. Je ne veux pas aller plus loin dans la définition de cette idéologie. Mais bien évidemment elle se situe aux antipodes de la tradition d'indépendance gaulliste.

Un redressement est-il possible ?

Je pense que le Président de la République a eu souvent la volonté, en tout cas dans les mots, de remonter la pente, évoquant une tradition gaullo-miterrandienne, manifestant sa volonté de combattre un néo-conservatisme à la française, de lutter contre les forces de l'État profond. Mais il faut bien reconnaître que tout cela ne s'est pas traduit par des réorientations majeures. Depuis Bernard Kouchner (2007) on ne voit pas de responsable, ni à droite ni dans les rangs des ex-socialistes, qui pourrait incarner ou même susciter un redressement. Le seul à avoir évoqué une autre orientation est le Président Macron en parlant de l'autonomie stratégique de l'Europe comme valeur motrice mais cela ne suffit pas à définir une politique si les moyens n'en sont pas pris.

Je conclurai cette partie introductive en disant qu'il y a un certain paradoxe à voir que la France, qui au départ avait pris la position la plus claire, la plus nette, contre l'invasion de l'Irak, se retrouve en fin de période en porte-à-faux, relativement seule ou isolée aussi bien sur le théâtre du Moyen-Orient – je pense au voyage que le Président de la République a fait dans les pays du Golfe – que dans la relation indo-pacifique où nous avons été pour le moins maltraités et où je ne vois pas encore une riposte convaincante s'élaborer.

Une autre politique étrangère est-elle envisageable ? Peut-on refonder la politique étrangère française ou allons-nous rester sur la ligne ouverte par Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner il y a une vingtaine d'années ? Est-il envisageable de mener une politique indépendante, de trouver des cercles privilégiés de partenaires (mot que je préfère à « alliés ») ? Des partenaires qui ne soient pas forcément des rivaux car parler de la Chine comme rivale systémique n'a pas grand sens. Il n'y a pas de comparaison possible entre le régime chinois, le régime du parti unique, et ce qu'est une démocratie occidentale. Nous ne sommes donc

pas dans une rivalité systémique avec la Chine. Nous sommes évidemment dans une rivalité commerciale. Politiquement nous avons de grandes différences et même des divergences mais je pense que notre politique en Asie et dans le Pacifique ne peut pas être confondue avec la politique d'endiguement de la Chine qui est celle des États-Unis. C'est un peu plus compliqué.

Nous devons travailler avec le monde tel qu'il est, un monde oligopolaire dans lequel nous devons patiemment tisser un certain nombre de relations. Je ne propose pas de changer de politique avec brutalité. Je pense que nous devons agir avec prudence, pragmatisme, au sein de l'Alliance atlantique (Hubert Védrine a eu sur ce sujet des propos que je considère comme tout à fait justifiés) comme en Europe où nous sommes bien obligés de « faire avec » quelles que soient les pinces de la mâchoire que nous voyons se resserrer dans l'ordre économique, avec le retour du frein à la dette en Allemagne en 2023, une politique monétaire peut-être moins accommodante au niveau de la Banque centrale et une évolution vers une Europe fédérale inscrite dans la plate-forme de la coalition du gouvernement allemand SPD, FDP et Verts qui nous mettra en situation inévitablement minoritaire si on allait vers le vote à la majorité qualifiée sur les questions de politique étrangère.

Je mets la dernière touche à ce court tableau en disant que la politique d'ouverture vis-à-vis de la Russie n'a pas eu gain de cause pour des raisons qui tiennent certes à la Russie mais aussi à la politique des sanctions telle qu'elle a été appliquée aveuglément depuis 2014. Je pense qu'une autre politique était possible en s'en tenant à la lettre des accords de Minsk de 2014-2015. C'est sans doute difficile parce que la Russie est un partenaire difficile, tout comme la Chine, mais la France doit avoir un discours tous azimuts, qui parle à tout le monde sans pour autant se dissocier de ses alliés. L'alliance ne signifie pas l'alignement, d'autres l'ont dit mieux que moi.

Après ces propos introductifs, je donne la parole d'abord à Bruno Tertrais, puis à Jean-Dominique Merchet et enfin à Hubert Védrine.

La ligne diplomatique française : ruptures ou continuité ?

Merci, Monsieur le ministre.

Merci à la Fondation Res Publica de son invitation.

Je ne sais pas en revanche si je dois vous remercier de m'avoir marqué dès le départ du sceau de l'infâmie en me présentant comme la « tête pensante du néo-conservatisme à la française », un courant dans lequel je ne me reconnais pas du tout. D'ailleurs, puisque vous parliez de guerre sans fin, je rappelle que l'un de mes premiers ouvrages s'intitulait justement *La guerre sans fin, l'Amérique dans l'engrenage*¹. C'était en 2004. Vous voyez bien, je ne cesse de vous le dire depuis que nous nous connaissons, que nous avons beaucoup plus de points communs que vous ne le pensez.

Puisque vous nous incitez ce soir à réfléchir sur les concepts, sur les grandes orientations, je voudrais, pour le plaisir de l'exercice intellectuel et du débat, réfuter votre thèse selon laquelle il y aurait deux lignes diplomatiques vraiment distinctes et qu'on aurait eu une sorte de rupture aux alentours de 2007. Je sais par ailleurs que vous n'êtes pas le seul à porter cette thèse.

Depuis quelques années en effet, aux yeux de nombreux observateurs, le débat de politique étrangère opposerait deux lignes, deux camps. D'un côté ce que certains appellent le gaullo-mitterrandisme ou parfois le réalisme (est-ce d'ailleurs la même chose ? c'est un sujet de débat) et de l'autre une école de pensée qui serait selon les commentateurs, selon les saisons, selon les humeurs, « atlantiste », « occidentaliste », « interventionniste », « droits-de-l'homme » ou encore « néo-conservatrice », c'est-à-dire favorable à l'imposition de la démocratie par la force.

Selon ce récit porté par de nombreuses personnalités, y compris certaines présentes à cette tribune – et aux arguments desquelles le candidat Macron n'était pas du tout insensible – la France aurait abandonné sa tradition diplomatique en 2007 et il serait urgent de mettre fin à un interventionnisme militaire dangereux,

¹ Bruno Tertrais, *La guerre sans fin. L'Amérique dans l'engrenage*, Paris, coédition Seuil-La République des idées, janvier 2004.

de revenir à une politique d'équilibre et à un soi-disant réalisme qui, à mon avis, ferait se retourner Raymond Aron dans sa tombe.

Mais je voudrais être un peu plus précis, encore une fois pour le plaisir sinon de la controverse du moins de la *disputatio* entre personnes de bonne volonté. Je crois que ce récit d'opposition est à la fois une reconstruction de l'histoire et une vision artificielle.

Reconstruction de l'histoire parce que, à mon sens, l'expression « gaullo-mitterrandisme » est un *gimmick* intellectuel dépourvu de sens. Je ne vais pas rappeler devant cette assistance et à cette tribune la manière dont François Mitterrand s'était écarté du général de Gaulle sur des dossiers majeurs, le seul héritage – mais ô combien important – pleinement endossé par François Mitterrand étant à mon avis la dissuasion nucléaire. Donc je ne pense pas qu'historiquement on puisse dire qu'il y a un gaullo-mitterrandisme.

Je crois surtout que c'est une vision artificielle. Pour deux raisons. D'abord parce que si rupture il y a eu on ne sait pas trop vers quoi puisqu'on ne sait pas définir cette fameuse école alternative, les cinq termes que j'ai utilisés tout à l'heure n'étant pas tout à fait les mêmes et n'étant pas portés par les mêmes personnes.

Et surtout, c'est le point essentiel que je veux développer, si on prend un par un les grands thèmes de notre action extérieure, la thèse d'une rupture en 2007 à mon avis ne tient pas la route.

L'alignement sur les États-Unis d'une France autrefois indépendante ?

Non, je crois qu'au fond le logiciel est resté à peu près le même : « Amis, alliés mais pas alignés » selon l'expression d'Hubert Védrine. Je ne vais pas ici faire la liste des grandes positions adoptées par la France depuis 1958. Je rappellerai quand même qu'avant la réintégration de 2008, Jacques Chirac avait tenté une manœuvre de réintégration de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN, que le même Jacques Chirac avait rejoint la coalition en 2001, y compris, pas seulement, pour donner des gages aux États-Unis... et même, *horresco referens*, envisagé un temps de participer à la guerre en Irak. À l'inverse, les quinquennats de Nicolas Sarkozy et de François Hollande n'ont pas manqué d'occasions d'agacement vis-à-vis de Washington et de tensions dans la relation franco-américaine, y compris d'ailleurs à propos de la Libye. Je note aussi que ce sont finalement les deux présidents identifiés comme « de gauche », François

Mitterrand et François Hollande, qui ont été les plus méfiants et sans doute les plus réalistes vis-à-vis de l'Union soviétique puis de la Russie. Donc je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il y a en 2008 ce que vous avez appelé un « retour au bercail ». À la table du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles, notre excellente représentante permanente se bat tous les jours pour les intérêts de la France et très souvent en opposition avec ses collègues américains.

La France est-elle devenue interventionniste à ce moment-là ?

Mais alors comment qualifier l'interventionnisme de François Mitterrand qui au cours de ses deux mandats a engagé plus de trente fois les forces françaises à l'étranger ? Comment qualifier la politique de Jacques Chirac qui commence son quinquennat par un coup de force – justifié – en Bosnie, fait la guerre au Kosovo sans mandat explicite de l'ONU et nous a engagés dans l'aventure afghane ? Cela ne tient pas vraiment la route non plus à mon sens.

La France a-t-elle abandonné en 2007-2008 une forme de réalisme qui consisterait à traiter avec tous, à parler avec tout le monde ?

Difficile de comprendre dans ce cas la réception en grande pompe à Paris de Mouammar Kadhafi, de Bachar el-Assad ou encore nos excellentes relations, pour le meilleur et pour le pire, avec les monarchies du Golfe. Avons-nous abandonné notre tradition de médiation ? Non, c'est ce que Nicolas Sarkozy essaie de faire en Géorgie en 2008.

La défense des droits de l'homme, incarnée, entre autres, par Bernard Kouchner, serait-elle devenue une priorité nouvelle ?

Mais qui exalte « *l'âme millénaire de la France, sa tradition qui fait d'elle un champion de la liberté, son idéal qui a pour nom les droits de l'homme, sa conviction qu'en fin de compte l'ordre du monde exige la démocratie dans le domaine national et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur le plan international* » ? C'est Charles de Gaulle en 1960. Qui fait résonner le nom de Sakharov sous les voûtes du Kremlin en 1984 ? C'est bien entendu François Mitterrand. Qui exhorte les pays africains, en 1990, à adopter « *ce principe universel qui est la démocratie* » ? C'est encore François Mitterrand. J'ai retrouvé récemment les archives des discussions privées entre George Bush père et François Mitterrand à propos de ce qu'il faudrait faire après la fin de la guerre du Koweït. « *Il faut évidemment réinstaller la famille régnante au Koweït* » dit

George Bush à qui François Mitterrand répond que ça se discute... que ce serait peut-être l'occasion de démocratiser un peu ces pays... Les choses sont donc un peu plus complexes que cette grille de lecture à mon sens un peu trop simple qui domine parfois dans le débat français.

Aurions-nous changé de politique au Moyen-Orient ?

Je rappelle quand même, puisque l'Arabie saoudite est d'actualité, que c'est sous Valéry Giscard d'Estaing que la France a noué cette relation spéciale avec l'Arabie saoudite. C'est sous François Mitterrand que l'on signe des accords de défense mutuelle avec les pays du Golfe. C'est sous Jacques Chirac que la position en pointe de la France sur le dossier nucléaire iranien est initiée. Vous rappelez à juste titre, Monsieur le ministre, que nous appartenons à ce qu'on peut appeler la « famille occidentale », même si tout le monde n'est pas d'accord avec cette expression, j'aime à rappeler que François Mitterrand, à la Knesset, parlait de « *l'appartenance de nos deux pays à la civilisation d'Occident dont nous nous réclamons* ». Que n'entendrions-nous si un Président de la République française disait cela aujourd'hui : il serait traité de « néo-conservateur », « bushiste » etc. !

Il me semble plutôt baroque de suggérer que la politique française aura été marquée par cette mouvance – d'ailleurs très marginale aujourd'hui – qui consiste à favoriser sur le plan international la promotion de la démocratie par tous les moyens, y compris par la force. Notre politique vis-à-vis de la Libye en 2011, comme vis-à-vis de la Syrie, n'est pas réductible, ni même compatible avec les marqueurs idéologiques de cette mouvance. Il ne s'agit pas de politiques délibérées de changement de régime.

Donc, je crois que cette dichotomie n'est pas la bonne grille de lecture du débat de politique française sur notre diplomatie, sur notre action étrangère.

Vingt ans de politique étrangère française, quels succès, quels échecs et quelles leçons ?

Ce débat serait au moins aussi intéressant que la discussion sur le concept. En tout cas je serais heureux qu'on puisse en débattre, y compris avec la salle.

Nous sommes en effet dans le slogan politique plutôt que dans la réalité de la pratique diplomatique. D'ailleurs, si le Président de la République, depuis trois

ans, n'utilise plus l'expression « gaullo-miterrandisme », ce n'est à mon avis pas tout à fait par hasard.

À propos du « réalisme », je rappelle que j'ai eu la chance d'être initié à ces sujets par Pierre Hassner qui était lui-même le fils spirituel préféré de Raymond Aron. Je ne crois pas que Raymond Aron, pas plus que Pierre Hassner, apprécierait d'être affilié à l'école que vous mentionniez.

Et comme le rappellent les écrits de Raymond Aron, il est vain d'opposer les rapports de force aux droits de l'homme et le réalisme à la démocratie. Une bonne politique extérieure est celle qui arrive à combiner les deux tout simplement.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Finissons-en avec la nostalgie de la grandeur.

Il me revient la tâche délicate d'intervenir entre Bruno Tertrais et Hubert Védrine, tous deux des gens que j'aime beaucoup, que je connais depuis longtemps et avec lesquels, au fond, je partage beaucoup d'idées. Pourtant je ne pense ni comme l'un ni comme l'autre. Je voudrais ici vous faire état librement de mes réflexions, de mon cheminement. Je viens plutôt d'une sensibilité gaullienne mais au fil des ans et en observant à la fois la politique, ses résultats « contrastés » et l'évolution du monde je pense que le logiciel sur lequel je m'étais fondé est de moins en moins opérant.

L'intitulé de notre rencontre de ce soir m'a étonné. Pourquoi « les deux dernières décennies » ?

Spontanément je me serais intéressé aux trois dernières décennies parce la politique étrangère doit tenir compte de l'état du monde. Or l'état du monde a changé il y a trente ans avec la fin du monde bipolaire et l'apparition de ce qu'Hubert Védrine appelait « l'hyperpuissance américaine ».

Pour la France la guerre froide a été une bonne époque. Quelqu'un a écrit que nous Français avons été un peu les « passagers clandestins » de la guerre froide. Nous avons profité de la protection américaine tout en jouant une carte autonome vis-à-vis de la Russie. Mais si nous avons joué une assez bonne carte durant la

guerre froide, j'ai l'impression que depuis trente ans nous n'avons pas vraiment joué les bonnes cartes. Le bilan, non pas en termes idéologiques mais en termes de réussite ou d'échec, de succès ou de limitation de notre politique étrangère, amène aujourd'hui à en réviser assez profondément les fondements, d'autant que le monde change.

Nous ne sommes plus dans le monde de l'après 1991, nous ne sommes plus dans le monde de l'après 2001. Le temps de « l'hyperpuissance américaine » est clairement derrière nous, ce qui ne veut pas dire que les États-Unis disparaissent. Nous assistons à l'émergence de la Chine et, plus fondamentalement encore, à une recomposition autour des enjeux internationaux dits « globaux » : les changements technologiques, numériques, le réchauffement climatique, les questions migratoires, le commerce, les normes, les droits, la question de la santé au niveau international, d'éventuelles catastrophes naturelles et industrielles... ces enjeux globaux nous obligent à reconfigurer totalement notre politique extérieure.

Nous, Français, n'y parvenons pas parce que nous sommes prisonniers de nos mythes, de nos tabous, de nos fantasmes parfois. Il faut que nous arrivions à en parler. Penser qu'une seule politique étrangère française est possible est la première erreur à ne pas commettre. Nous devons accepter qu'il y ait des débats sur la politique extérieure, même si certaines prises de position nous surprennent, nous déplaisent. On a longtemps considéré le consensus de la droite et de la gauche comme une force. Bruno Tertrais l'a bien illustré en parlant d'une grande continuité. Mais cette continuité se base sur un lot commun d'idées des élites françaises, des commentateurs, des diplomates, des politiques, des journalistes. Je pense que nous devons sortir de ce piège pour accepter de discuter, de débattre. C'est naturel dans une démocratie, nous ne le faisons pas assez.

Je me suis récemment penché sur ce qu'a été la politique étrangère du général de Gaulle. Elle n'est pas ce qu'on croit, loin de là. Schématiquement, les onze années 1958-1969 peuvent se résumer en quatre périodes et quatre politiques différentes qui, au fond, échouent :

1. Quand de Gaulle revient au pouvoir en 1958, il veut faire une sorte de triumvirat occidental réunissant les Américains, les Britanniques et la France, une sorte de directoire à trois qui prendrait la tête de l'Occident et imposerait son *leadership* (dirait Joe Biden) aux autres pays occidentaux.

Cette politique ne marche pas parce que les Américains et les Britanniques la refusent.

2. Il s'engage alors dans la tentative franco-allemande et européenne. C'est le traité de l'Élysée, le(s) plan(s) Fouchet, c'est une Europe carolingienne dont la France prendrait la tête, avec toujours l'ambition – qu'il faut interroger – de la grandeur française.

Cette politique ne marche pas, notamment parce que les Allemands vont la refuser lors de la ratification du traité de l'Élysée.

3. La troisième période, qui reste dans les mémoires, la plus spectaculaire, forte de déclarations et d'images, est sa politique tiers-mondiste, anti-impérialiste, anti-américaine. C'est le discours de Phnom Penh. C'est la rupture avec Israël et la phrase malheureuse sur le peuple juif « *peuple d'élite sûr de lui-même et dominateur* ». C'est évidemment la sortie de l'OTAN. C'est la main tendue aux Soviétiques. C'est enfin le ridicule de « *Vive le Québec libre !* ».

Cette politique ne marche pas, elle échoue définitivement après 1967.

4. Une dernière période, peu connue, est la dernière année, après mai 68, après l'élection de Richard Nixon, quand le Président de Gaulle tente de relancer sa politique dans une alliance avec les États-Unis, avec Richard Nixon, grand admirateur du général de Gaulle.

Cette tentative assez brève ne donnera rien puisque le général de Gaulle se retire du pouvoir après l'échec du référendum de 1969.

Tout cela pour vous dire que lorsqu'on regarde l'histoire telle qu'elle a été, et non pas les mythes sur lesquels nous construisons notre référence à l'histoire, on voit que les situations sont beaucoup plus compliquées.

À quelques semaines de 2022, à quelques mois des élections présidentielles, que faire ?

On peut vouloir revenir à un monde qui était très confortable pour nous. « *Il est tout à fait naturel que l'on ressente la nostalgie de ce qui était l'Empire, comme on peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages.* » disait le général de Gaulle. Certains construisent leur carrière en politique là-dessus, c'est notamment le fonds de commerce d'Éric Zemmour, qui regrette la France des années 1960. On en revient toujours aux mythes de 1945 : une France qui aurait gagné la Seconde Guerre mondiale et qui (par une entourloupe diplomatique) a réussi à obtenir un siège

permanent au Conseil de sécurité des Nations unies en 1945. Je vous invite à vous pencher sur cette question : comment la France a-t-elle réussi à avoir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ? Il n'y a quasiment aucun travail universitaire sur ce sujet, on ne veut pas savoir ... alors que c'est devenu le sceptre que brandit tout homme politique ou commentateur de la politique extérieure. Comme la dissuasion nucléaire est le vrai sceptre du monarque républicain qui est à notre tête. Nous restons figés là. Pouvons-nous nous contenter de ces « atouts » ? Sont-ils toujours efficaces ? Je n'ai pas la réponse. Cela suffit-il aujourd'hui pour être capables de mener une politique étrangère ?

Une politique étrangère, pour quoi faire ?

Pour assumer la grandeur de la France ? Mais à quoi sert la grandeur de la France ? Vivons-nous dans la nostalgie de notre grandeur ? Nous Français entretenons comme les Britanniques la nostalgie du grand pays impérial que nous avons été. Nous en gardons de bons souvenirs. En témoignent les polémiques, les débats historiques sur le colonialisme, sur Napoléon... Nous n'avons pas, comme les Allemands, la « chance » de garder de mauvais souvenirs d'une grandeur passée, ce qui aide à voir le monde avec des yeux neufs. Nos souvenirs nous pèsent, nous empêchent de voir le monde tel que nous devrions le voir aujourd'hui.

Au risque de déplaire ou de surprendre, j'affirme en tant que citoyen et observateur que nous devons sortir de nos mythes et refuser le consensus sur la politique étrangère de la France pour en débattre entre citoyens, dans une République – pour reprendre un mot cher à Jean-Pierre Chevènement – en tout cas dans une démocratie. Nous devons mettre les choses sur la table, en discuter et, Bruno Tertrais avait raison, regarder quelles ont été les réussites, peu nombreuses depuis trente ans, et quels ont été les échecs.

Aujourd'hui la question essentielle à laquelle nous avons tous à répondre est la question européenne. Que fait-on de l'Europe ? Comment le fait-on ?

On peut rêver, comme les Britanniques le font avec le *Global Britain*, d'être une puissance mondiale, tout seuls comme des grands. La « Globale France » ? Pourquoi pas ? C'est un projet... Peut-être que cela marchera chez les Britanniques, je n'en sais rien. Mais en tout cas il faut en débattre. Il faut mettre

les choses sur la table. Les Britanniques ont eu ce débat. Ils ont tranché... mal à mes yeux. On peut avoir ce débat.

Une « Globale France » jouant sur la scène mondiale, libérée de ses contraintes européennes, est-elle possible ?

Ou bien devons-nous accepter d'aller plus vers le fédéralisme (pardon pour ce gros mot) ? Un fédéralisme dans lequel la France ne décidera pas pour les autres mais avec les autres et comme les autres ?

J'en suis là de mes réflexions. J'ai la certitude qu'elles ne sont pas abouties et c'est un plaisir d'échanger là-dessus avec vous.

HUBERT VÉDRINE

Inventer une politique étrangère d'influence et d'autonomie

Je veux remercier Jean-Pierre Chevènement d'avoir organisé cet échange, le premier du genre qui soit aussi ouvert, posant de vraies questions.

Je ne serai pas forcément là où on m'attend. Parce que le monde change et moi aussi.

Je vais vous dire pourquoi je pense que notre politique étrangère est au bout du rouleau et les réflexions que cela m'inspire.

Je commencerai par quelques remarques ponctuelles que m'inspirent les exposés de Bruno Tertrais et Jean-Dominique Merchet.

« Gaullo-mitterrandisme ». Oui, c'est moi qui, le premier, ai employé cette formule pendant le premier septennat de François Mitterrand. « *La dissuasion c'est moi* » avait-il dit dans une émission. Ses adversaires y avaient vu la preuve de sa mégalomanie. « *Non, il avait complètement intégré la vraie pensée de la dissuasion qui ne fonctionne pas sans un "dissuadeur" crédible, convaincant* », avais-je alors expliqué, ajoutant que dans ce domaine il assumait l'héritage du général de Gaulle (la dissuasion avait fait l'objet de travaux au sein du Parti socialiste). Cela n'allait pas au-delà, en réalité, à l'époque. C'est plus tard, dans un autre contexte, de la part d'autres personnes, que c'est devenu une sorte de « *jingle* ». Quoi qu'il en soit, ces concepts évidemment simplistes ont été une arme

de bataille interne au corps diplomatique pour les nominations, la ligne politique, pour les membres du cabinet, pour la place des directions géographiques par rapport à la direction politique, etc. Dès la fin de la présidence de Jacques Chirac d'ailleurs, Jean-David Levitte lui disait qu'il était allé trop loin par rapport à l'Irak, qu'il fallait commencer à donner des gages...

Mais oui, ces deux concepts ne sont pas suffisants pour expliquer le bilan des vingt ou, plus même, des trente années écoulées.

Je suis devenu ministre en 1997 après la dissolution ratée, donc lors de la cohabitation. « *Quelles sont vos intentions concernant l'OTAN?* », demandai-je à Jacques Chirac lors de notre première rencontre. En effet, nous n'étions pas forcément en accord avec ses projets annoncés. « *Ce sont des lubies de Jean-David Levitte!* », me répondit-il, à mon soulagement : j'étais débarrassé de ce sujet du retour dans les organes intégrés de l'OTAN.

Par la suite, pendant la présidence de Nicolas Sarkozy, François Fillon, que je connais bien, m'avait convié à Matignon pour me demander ce qu'on pouvait faire ensemble pour dissuader le Président de la République de cette idée saugrenue d'un retour dans les organes intégrés de l'OTAN. Nicolas Sarkozy pensait qu'en réintégrant le commandement de l'OTAN il allait déclencher un grand mouvement de reconnaissance de la part des Américains, ce qui nous donnerait beaucoup de cartes. Espoir évidemment déçu, car les Américains ont simplement considéré que les Français corrigeaient l'erreur déplorable qu'ils avaient commise. Sans plus. Par ailleurs, Nicolas Sarkozy était convaincu que le manque d'appétence des autres Européens pour la défense européenne était lié à cette position singulière de la France. En fait, ils ne veulent pas plus de défense, donc pas de défense européenne ! Mais Nicolas Sarkozy avait vraiment cru déclencher un vrai mouvement avec cette décision.

Donc si on veut entrer dans la complexité – c'est nécessaire – il faut affiner les analyses sur le gaullo-miterrandisme et le néo-conservatisme, sans les éluder.

J'ai apprécié l'évocation positive de François Mitterrand par Bruno Tertrais. On peut d'ailleurs ajouter le discours de La Baule² qui avait été précédé à l'Élysée de

² Le « discours de La Baule » a été prononcé le 20 juin 1990 par François Mitterrand, Président de la République française, à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la 16^{ème} conférence des chefs d'État de France et d'Afrique.

longues discussions. Habituellement, François Mitterrand écrivait lui-même ses grands discours. Mais cette fois-là il avait suscité un débat entre nous (nous étions cinq ou six autour de lui) : jusqu'où fallait-il aller dans l'encouragement à la démocratisation en Afrique ? En effet, les pays africains sur lesquels nous voulions faire pression ne pourraient plus utiliser la menace d'un recours à une URSS en fin de course. Nous avons débattu entre nous et il était arrivé à la position que l'on connaît : nous ne laisserions tomber aucun partenaire africain, mais nous aiderions davantage ceux qui iraient vers la démocratie.

« Amis, alliés mais pas alignés ». Oui c'est aussi moi qui, à l'époque, avais caractérisé ainsi la Cinquième République, à partir de de Gaulle, par rapport aux États-Unis.

Jean-Dominique Merchet évoquait l'admiration de Nixon et Kissinger pour le général de Gaulle. Il a raison. Je pense que le 17 septembre 1958, lorsque le général de Gaulle avait adressé au président américain Eisenhower un mémorandum exposant la nécessité d'une réforme des structures intégrées de l'OTAN pour établir un triumvirat au sein de l'Alliance atlantique, il cherchait à obtenir des États-Unis ce qu'il n'avait jamais obtenu de Roosevelt (qui, buté, l'aurait accordé à tout dirigeant français sauf de Gaulle). S'il avait eu un Nixon et un Kissinger en face de lui à ce moment-là, il aurait eu sa réforme de l'Alliance atlantique. La visite de Nixon à Paris au début de l'année 1969 avait pour seul but de lui permettre de faire un éloge dithyrambique de de Gaulle. Mais cela n'a eu aucune espèce de suite pour les raisons que l'on sait.

J'ajouterai quelques remarques sur les propos de Jean-Dominique Merchet :

Oui, c'est plutôt sur trente ans que sur vingt qu'il faut raisonner.

Oui la guerre froide était très commode pour la France, alliée solide et fiable, de de Gaulle à Mitterrand, dans tous les moments graves, mais gardant en même temps sa liberté de manœuvre et de pensée concernant l'Est et le Sud, et pas uniquement dans la troisième période de la diplomatie gaullienne (bon séquençage par Merchet). C'est le positionnement guerre froide qui était assez commode. Un avantage que nous avons perdu à partir du « monde global ».

Je suis également d'accord avec l'idée qu'il faut rappeler les raisons pour lesquelles la France a obtenu un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Il y a aussi une clarification à faire sur Yalta. Dans les mythes français, c'est synonyme de partage du monde d'autant plus inique que la France

n'y était pas. C'est faux, il n'y a pas de partage du monde à Yalta. Churchill obtint même de Staline un texte par lequel il s'engageait à faire des élections libres dans les territoires libérés des nazis par l'Armée rouge (engagement qui ne sera évidemment pas tenu). À Yalta il y a l'organisation de l'Allemagne en zones, mais pas de partage global.

Je sais que tous les peuples ont des mythes. Mais il n'y a pas que cela ! Je ne sais pas ce qui se passerait si nous étions les seuls à abandonner nos mythes.

Sur le rôle de Churchill, Edward Stettinius, le secrétaire d'État américain présent à Yalta³ raconte que Churchill essaie d'arracher un siège de membre permanent au Conseil de sécurité pour la France. Roosevelt trouve ça complètement absurde et Staline ricane : la France a disparu depuis juin 1940 ! Churchill insiste pendant plusieurs jours. Pour le coup, il raisonne à l'ancienne : il anticipe une nouvelle revanche allemande et veut une France remise sur pieds comme glacié. Et il l'obtient. D'où la zone d'occupation en Allemagne, et le siège de membre permanent. Mais cela contredit la légende gaullo-communiste sur la France qui s'était libérée et affrontait le nouvel empire américain.

Je suis pour décaper tout cela, mais jusqu'où le fera-t-on dans quel but ? Devons-nous nous débarrasser de nos mythes ? Lesquels ? Faut faire de « l'anti-mythes diplomatiques » ? Il faut que cette opération vérité ait un sens et crée un élan.

Il y a longtemps que je réfléchis sur ces questions. Je ne sais évidemment pas ce que le général de Gaulle penserait de la situation actuelle. Je ne sais pas du tout ce que Mitterrand lui-même penserait ! Ils rejetteraient sans doute l'un comme l'autre l'expression de gaullo-mitterrandisme. Et de toute façon, ils penseraient que cela n'a aucun rapport avec la situation actuelle... laquelle les accablerait certainement.

Après ces échanges sur les vingt ou trente dernières années, nous devons maintenant nous concentrer d'une façon très libre, sans tabou, sur ce qui est important pour l'avenir et sur les préalables, les verrous intellectuels à faire sauter, peut-être.

³ Edward Stettinius, *Yalta. Roosevelt et les Russes*, Gallimard, première parution en 1951, nouvelle édition en 1964 dans la collection Problèmes et Documents.

Qu'est-ce qui est important ?

Je ne prendrai pas le terme « d'indépendance » parce que jamais le monde n'a été à ce point interdépendant, non pour des raisons théoriques, mais pour des raisons qui ont quelque chose à voir avec les semi-conducteurs et les porte-conteneurs. À Taïwan on fabrique les deux tiers des semi-conducteurs du monde entier ! Si la Chine met la main dessus, elle tient le monde. Je pourrais multiplier les exemples. Dans certains cas, cette dépendance est effrayante, abusive, on l'a vu pendant la pandémie pour les masques, puis pour les vaccins. « Indépendance » est un terme qui peut être agréable à entendre, mais qui est en partie illusoire.

Mais dans cette situation d'interdépendance généralisée, certains sont plus dépendants que d'autres. Nous devons donc viser le maximum d'autonomie pour pouvoir décider finalement ce qui est bon pour nous. Le maximum d'autonomie ... pas une indépendance complète. C'est une autonomie dans l'interdépendance dont on va jouer, qui nécessite précisément un travail politico-diplomatique permanent.

Et le maximum d'influence. Une influence fondée sur notre programme nucléaire ? Notre activité diplomatique ? Ou sur notre « *soft power* » (qui n'existe d'ailleurs pas s'il ne s'adosse à un peu de « *hard power* ») ?

C'est de cette manière que j'entre dans le sujet. Mais je suis réaliste, je sais qu'il y a des limites à l'influence française. Même quand de Gaulle avait des vues justes qu'il n'a pas pu imposer ! Le discours de Phnom Penh n'est pas « anti-américain », il est intelligent tout simplement. Mais cela n'a pas eu d'influence sur la machine de décision américaine très autistique. François Mitterrand n'a pas pu convaincre les autres Européens de l'idée, pourtant remarquable, de créer une confédération européenne. Pour toutes sortes de raisons, il n'était pas avisé d'y intégrer d'emblée la Russie, mais une confédération nous aurait évité bien des problèmes ultérieurs dans les relations Europe de l'Est-Europe de l'Ouest. Mais il n'a pas réussi. Nicolas Sarkozy n'a pas pu réaliser l'Union pour la Méditerranée. Jacques Chirac a eu mille fois raison de ne pas nous engager dans la guerre d'Irak mais il n'a pas pu l'empêcher, il n'a pas réussi à convaincre Bush fils à qui il a demandé plusieurs fois de ne pas y aller. Je pourrais citer de nombreux autres exemples.

L'influence française a donc des limites. Il faut l'accepter. Même dans la période qui inspire la nostalgie de beaucoup de gens (la période 3 du gaullisme selon le séquençage Merchet).

Cela étant dit, si on veut reconstituer la politique étrangère d'influence et d'autonomie la plus large possible, on se heurte à plusieurs verrous ou questions préalables.

D'abord la question européenne.

Pour le centre gauche et le centre droit, l'Europe est devenue un surmoi absolu, un impératif catégorique, pour ne pas dire un dogme ou une religion. Il faut renforcer l'Europe, sans analyse sérieuse sur son fonctionnement. Après avoir tenté de surmonter le traumatisme de 1940, le point le plus bas de toute l'histoire de France, ayant dû absorber le traumatisme de l'abandon de nos colonies, énormément de Français se sont projetés dans l'Europe avec l'idée que nous n'avions pas le choix, et que, de toute façon, ce serait un levier d'influence pour la France. Il y a belle lurette que ça n'est plus le cas, en tout cas pas automatiquement ! Au contraire, c'est un trou noir dans lequel la force française s'épuise, diront les plus hostiles. D'autres diront qu'on peut obtenir des résultats importants en déployant des trésors de professionnalisme, de diplomatie, mais en faisant des concessions.

En tout cas c'est un préalable :

Acceptons-nous l'idée inscrite dans les traités qu'il faut organiser une « *union sans cesse plus étroite entre les peuples européens* » ?

Ou faut-il, de façon réaliste, tirer le meilleur parti d'un système européen qui ne changera plus en profondeur ?

C'est une question tout à fait d'actualité. À Mme Merkel, qui pratiquait avec talent l'immobilisme, succède un gouvernement allemand qui affiche l'objectif d'une Europe plus fédérale. On peut analyser cela comme une chance pour le Président Macron, une sorte de réponse au discours de la Sorbonne de 2017 qui était sur cette ligne... à supposer qu'il soit encore lui-même sur la ligne de ce discours, ce que je ne pense pas, mais d'autres vont l'interpréter comme ça. Ou au contraire on peut dire : le fait que ce gouvernement allemand, qui a négocié sérieusement son programme, met en avant l'élargissement du vote à la majorité et l'augmentation du rôle du Parlement européen montre qu'il est sûr que le système européen va décider dans son sens. D'autres répliqueront que c'est un point de vue trop pessimiste, que nous sommes quand même une force, que nous – la France – pouvons nouer des alliances et tirer parti d'une relance européenne.

Cela nous oblige à clarifier ce que nous voulons :

Voulons-nous réinventer une politique étrangère française pour dix ou vingt ans avant de nous fondre dans un ensemble européen, que nous espérons influencer d'ici-là ?

Ou, considérant que l'Europe n'ira jamais au-delà d'une sorte de confédération, une « *fédération d'États-nations* » (pour reprendre la formule de Jacques Delors), continuerons-nous à avoir une pensée française en politique étrangère ?

« Je suis pour l'Europe ! », « Je suis contre l'Europe ! » La campagne électorale qui s'ouvre va résonner de ces prises de position qui en réalité ne signifient rien. Que fait-on ? On ne peut pas en rester à une vision aussi binaire !

Autre élément notable dans les projets du gouvernement allemand : il veut rouvrir la négociation sur un traité européen différent, sous-entendu plus intégrationniste. Je ne sais pas ce qu'en pensent Bruno Tertrais et Jean-Dominique Merchet. Selon mes contacts, mes relais en Allemagne, le Chancelier Scholz sait très bien qu'il n'y a à peu près aucune chance pour qu'un accord intervienne entre les Vingt-sept sur un nouveau traité plus intégrationniste qui, de plus, rencontrerait de fortes oppositions en Allemagne, à commencer par celle de la Cour de Karlsruhe. Et l'unanimité des Vingt-sept, nécessaire à la ratification d'un tel traité, ne serait jamais acquise. La souveraineté reste celle des États membres et il y aurait des votes ou des référendums hostiles. D'aucuns me disent que, sur ces points de l'accord de coalition, le Chancelier Scholz a laissé les Verts et/ou les libéraux mettre en avant certains thèmes pour observer les réactions. C'est là où les autres États membres, à commencer par la France, peuvent intervenir.

Où situons-nous le curseur quand nous pensons à la politique étrangère française des prochaines décennies : l'impératif catégorique européen ou, au contraire, l'Europe comme levier pour la France ?

Ensuite, il y a le débat permanent sur les intérêts et les valeurs.

« L'horrible évacuation de Kaboul » a suscité beaucoup de réactions. Je rappelle à ce sujet que Trump, qui avait conclu avec les Talibans, au Qatar, avait déjà abandonné le gouvernement de Kaboul. Et je ne sais pas ce qu'aurait été une évacuation en bon ordre... escortée par les Talibans jusqu'à l'aéroport ? Ou quelques soldats américains laissés sur place ? En tout cas, Joe Biden a été très franc en déclarant que cela marquait la fin des interventions à l'extérieur. Pour

moi : la fin de l'ingérence. Prenant l'exemple du Yémen il a expliqué : si nous avions été menacés depuis le Yémen par une organisation nous l'aurions détruite et nous serions repartis. Mais, a-t-il ajouté, jamais nous ne nous serions mêlés de la guerre civile afghane parce qu'il n'y a aucun intérêt vital américain en jeu dans cette affaire. Bien sûr, on aurait voulu que les femmes afghanes puissent vivre à l'occidentale. Mais a-t-on la légitimité et les moyens de l'imposer ? On a vu que non.

Dans le débat sur intérêts et valeurs, sur l'ingérence, le débat entre BHLokouchnérisme et réalisme il faut distinguer les deux périodes.

La première intervention, fin 2001, en Afghanistan, n'est critiquée par aucune puissance au monde. Ce n'est pas de la légitime défense mais de la légitime riposte, une ultime précaution : il faut détruire Al-Qaïda pour l'empêcher de recommencer. L'intervention a lieu. Al-Qaïda est détruit. Les Talibans qui l'abritaient sont renversés. Si les Américains avaient mis la main sur Ben Laden tout de suite ils seraient repartis. Comme ce n'est pas le cas, ils restent. C'est alors qu'apparaît la théorie, l'idée, le mirage du *Nation building* : nous allons imposer nos valeurs, exporter la démocratie.

Nous sommes là au cœur d'un débat qui agite l'Occident depuis la nuit des temps (depuis les croisades et l'évangélisation du monde entier). Plus récemment, notamment depuis la fin de l'URSS, les interventions se sont multipliées. J'ai dû moi-même assumer le Kosovo : après des efforts politico-diplomatiques pendant un an et demi, il est apparu qu'il n'y avait pas d'autre moyen que d'employer la force, de façon limitée si possible. Ces situations ne sont jamais simples. Je pense par exemple que l'attitude de Sarkozy au tout début de l'affaire de Libye n'est pas forcément critiquable. Il aurait averti Kadhafi qui avait menacé de noyer Benghazi dans une mer de sang : « *Si vous avancez, nous allons détruire vos chars et votre armée* ». Il fallait s'arrêter là. En tout cas on peut défendre l'idée qu'il fallait accepter le débat de l'intervention cohérence avec la résolution du Conseil de sécurité.

La première clarification indispensable est donc le sens que nous donnons au mot Europe (un mot valise).

La seconde consiste à nous situer par rapport à nos intérêts et nos valeurs.

Pendant très longtemps il était quasiment impossible de parler d'intérêts, mot grossier, politiquement incorrect. La défense de leurs intérêts par les États

occidentaux était masquée par une présentation hypocrite. Dans les pays modernes occidentaux aujourd'hui, on ne peut bien sûr pas ignorer complètement la dimension éthique, morale, « droits-de-l'homme », d'autant que les opinions jouent un rôle majeur. Mais on ne peut pas bâtir une politique sur ces seules considérations. D'où les discussions sans fin (Faut-il ou non coopérer avec le maréchal Sissi ?). Cela s'applique à tous les domaines.

Il faudrait peut-être arriver à un point d'équilibre relatif en déclarant défendre nos intérêts tout en respectant et en promouvant les valeurs le mieux possible. Mais nous n'allons pas rentrer à nouveau dans le cycle de la démocratisation, imposée de l'extérieur. Il me semble à cet égard que Kaboul marque un tournant. Je l'ai interprété comme étant le tombeau du « droit d'ingérence », longtemps très populaire dans nos pays.

Déjà, quand j'étais ministre, Kofi Annan m'avait dit que le droit d'ingérence à la française ne « passait » pas, les membres des Nations Unies étant attachés à la Charte qui garantit la ... non-intervention. Mais on ne peut vraiment plus rien faire, avait-il ajouté. Une réflexion avait été menée qui avait abouti à la « responsabilité de protéger » : quand un peuple est martyrisé par ses propres autorités, on doit au moins demander aux membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont un rôle spécial, d'intervenir par un jeu de pressions sur les responsables politiques et l'opinion, ni contraignant ni exactement juridique, mais qui ne va pas plus loin si un membre permanent n'est pas d'accord.

Nous Occidentaux sommes agités par ce débat depuis toujours, plus particulièrement, je le répète, depuis la fin de l'URSS quand nous avons cru que nous avions gagné et que nos interventions ne connaîtraient plus aucune limite.

Cherchons le point d'équilibre. Osons aborder le sujet, faire le bilan des interventions des trente dernières années, en analysant sérieusement celles qui ont été légitimes ou non, efficaces ou non, bien menées ou mal menées... Quelques-unes étaient quand même justifiées, d'autres pas du tout. La pire fut l'intervention en Irak en 2003. La moins critiquable a été la guerre du Golfe en 1990 qui avait bénéficié d'un consensus (et beaucoup de pays arabes participaient d'ailleurs à la coalition qui a sorti l'Irak du Koweït).

La question « occidentale » – le concept – est un autre élément sur lequel nous devrions clarifier nos idées.

Jean-Pierre Chevènement lui-même dit que la France fait partie des nations occidentales, ce qui signifie en réalité issues de la chrétienté, même si on ose rarement le dire.

Mais que signifie le mot « Occident » aujourd'hui ? Est-ce un concept historique ? un concept civilisationnel ? Est-ce un concept opérationnel ? Le rappel que nous sommes issus de la civilisation occidentale (c'est-à-dire ni de la civilisation islamique, ni du confucianisme) a-t-il des conséquences pour nous ? Cela doit-il se traduire par des engagements ? Lesquels ? Pendant très longtemps, il y a eu au sein de l'Alliance *atlantique* un débat sur la légitimité d'agir *hors zone*. Devions-nous ou non limiter notre action à « l'Atlantique Nord » (l'objet du traité) ? Les positions ont d'ailleurs changé. La France n'a pas toujours été défavorable au hors zone. On peut donc accepter l'évidence historique, culturelle, civilisationnelle de l'Occident – les racines – mais cela n'a pas de conséquences mécaniques sur ce que l'on doit faire ou pas à ce titre. À cet égard, comme l'a rappelé Bruno Tertrais, la politique française montre en définitive une certaine continuité dans le souci de ne pas se laisser trop agripper, entraîner par la machinerie américaine de la guerre contre le terrorisme (formule idiote : on ne fait pas la guerre à une technique).

En résumé, il faut avant tout clarifier nos idées sur l'usage que nous faisons du concept d'Europe, sur l'équilibre entre intérêts et valeurs, sur le rapport à la notion d'Occident. Je suis donc pour dissocier jusqu'à un certain point la dimension de civilisation et la dimension géopolitique.

Ceux qui récusent tout cela en bloc considèrent que l'Europe est une erreur, un engrenage dans lequel nous avons tout à perdre, dont il faut se dégager, ceux qui sont mal à l'aise avec l'utilisation politique actuelle de la notion d'Occident doivent répondre aux questions qui découlent de leur raisonnement. Peut-on jouer la carte de la France *seule* ? C'est la tentation britannique post-Brexit. Mais quelles seraient les implications pratiques de ce choix pour la France en termes de moyens, de leviers ? Existe-t-il un soutien à cette option ? Et si on va dans ce sens, comment le fait-on ? Il y a souvent eu des tentations folles dans l'histoire française. Sur le terrain européen, quand nous avons la sensation que les Allemands sont trop dominants, nous sommes tentés de jouer la carte espagnole ou italienne... mais cela n'a jamais fonctionné. La réalité des choses n'est pas celle-là. Ne reproduisons pas à l'échelle du monde une approche de ce type.

D'autre part, il faut se méfier d'une l'invocation du multilatéralisme que je qualifierai de « Shadok ». En réaction au personnage ubuesque de Donald Trump, qui disait sans fard et sans masque ce que beaucoup de dirigeants dans le monde pensent en réalité sur la gestion de leur propre pays, mais aussi des choses terriblement choquantes, et qui foulait aux pieds tout le système multilatéral, ONU et Cie., tout le monde a idéalisé l'inverse et chacun s'est esbaudi, au début de la période Biden : c'est merveilleux, Trump a été écarté, nous allons revenir au multilatéralisme !

Mais le multilatéralisme est une technique de négociation, pas une religion. Une technique qui consiste à discuter ensemble laborieusement. C'est mieux que l'inverse, bien sûr, il est toujours préférable d'essayer de coopérer. Mais à la fin, il faut prendre une décision, même dans les systèmes les plus multilatéraux. Je ne parle pas du Conseil de sécurité où chacun des cinq membres permanents dispose d'un droit de veto (Merci Churchill) ! Mais même dans tous les systèmes onusiens ou para-onusiens il y a des rapports de force, des pondérations, des droits de vote ; des majorités qui se font ou ne se font pas. Depuis que le multilatéralisme a été réinventé par les Américains après la Deuxième Guerre mondiale dans la période la plus intelligente et la plus passionnante de la politique étrangère américaine (à la fin du mandat de Roosevelt et au début de celui de Truman), et en prolongement de leur action, cette pratique se poursuit, les Chinois n'ont pas encore le pouvoir d'imposer un système alternatif et je ne vois pas d'exemple où les Américains aient été contraints de faire quelque chose qu'ils ne voulaient pas faire.

Il ne faut pas imaginer que le multilatéralisme est une sorte de puissance supranationale qui descend du ciel, telle la Providence, et va tordre le bras de ceux qu'on n'aime pas. C'est une enceinte. C'est ce que font les diplomates d'aujourd'hui (la diplomatie est un vrai métier et il est complètement absurde de dissoudre ce corps car on a besoin de vrais professionnels), ils négocient avec tout le monde, tout le temps. Mais à un moment donné, il faut quand même décider avec qui on va plutôt s'entendre, contre qui on va faire une coalition, tout en sachant qu'on aura peut-être besoin d'eux le lendemain... C'est très compliqué.

En tout cas, le multilatéralisme n'est pas une solution miracle qui dispense la France de clarifier ce qui est délibérément confus dans sa diplomatie. Je le dis en particulier à ceux qui seraient tentés d'aller assez loin dans le rejet de l'Occident, de l'Europe, optant pour une France qui agirait par elle-même. On ne peut pas jouer la carte du multilatéralisme, car si on raisonne de cette manière, on se

retrouverait minoritaire sur tout. Dans l'état actuel des choses, dans une Europe très fédérale où il n'y aurait plus de droit de veto, où on ne voterait plus à l'unanimité, nous serions minoritaires sur presque tous les sujets que les Français, à tort ou à raison, jugent vitaux. Si on est vraiment convaincu par le projet européen, on peut penser qu'un vrai fédéralisme est le prix à payer pour faire naître une Europe qui existera dans le monde de demain et que cela justifie que les uns et les autres, *y compris la France*, abandonnent leurs positions sur cet autel. On peut aussi ne pas le penser. Nous sommes minoritaires sur plus de sujets que les autres. Et comme la majorité des élites qui s'est rallié inconditionnellement et sans réserve à l'idée européenne depuis une cinquantaine d'années continue à penser que l'Europe est un relais d'influence, il serait plus prudent d'en parler franchement pour ne pas créer un autre traumatisme collectif, comme nous en fabriquons tous les demi-siècles.

C'est pourquoi je suis très disponible pour un échange qui permette de refonder une politique étrangère française pour la période à venir. Mais je ne pense pas que nous y parvenions en revenant seulement ou à telle ou telle ligne.

Nous allons devoir inventer.

Débat

BRUNO TERTRAIS

À quoi sert la grandeur de la France ? La question de Jean-Dominique Merchet est très pertinente. Je n'ai pas de réponse simple. Le fait d'être fier de son pays participe-t-il de la cohésion nationale, via la mythologie qui construit une nation ? C'est une vraie question. Cela sert-il à gagner des contrats ? Je ne sais pas. Je remercie les intervenants d'avoir évoqué l'extraordinaire discours de Phnom Penh. Mais qu'en reste-t-il ? On parle encore avec des trémolos dans la voix de l'opposition de la France à une intervention militaire alliée contre l'Irak en 2003 : dans les souks du Caire on regardait en boucle le discours de Villepin à la télévision... Mais que nous a rapporté en termes d'influence cette opposition pour les principes ? En France plus qu'ailleurs on a tendance à se faire plaisir.

La question d'un éventuel retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN pourrait être selon moi être un des seuls marqueurs de la campagne, une des seules questions du débat du deuxième tour en 2022. En effet, trois candidats déclarés ont pris cette position de manière forte. Je crois que ce serait une erreur mais pas forcément pour les raisons inverses de celles de notre réintégration. Le pari de Nicolas Sarkozy selon lequel cette réintégration participerait à restaurer un lien de confiance avec nos partenaires européens, y compris à l'Est, pour pouvoir construire l'Europe de la défense, était intelligent. Sauf qu'après notre réintégration dans le commandement militaire intégré de l'OTAN, le même Sarkozy a totalement oublié l'Europe de la défense. Ce sont des sujets que j'ai suivis de très près. Quand, dans un entretien public, j'ai dit que la promesse n'avait pas été tenue, j'ai reçu dans les cinq minutes un coup de fil de l'Élysée : j'avais visiblement touché un point un peu sensible.

Une question n'a pas été suffisamment mentionnée à mon sens : sur les questions de défense et de sécurité en Europe, il est important que nous soyons présents à toutes les tables. Nous retirer aujourd'hui du commandement intégré de l'OTAN entraînerait une gigantesque perte d'influence pour notre pays et ruinerait notre crédit sur le sujet de la construction de l'autonomie stratégique européenne. Ce serait un choix politique mais il faudrait en évaluer les conséquences au lieu d'afficher de soi-disant réflexes gaullistes. Comme l'a très bien dit Hubert Védrine, personne ne sait ce que ferait le général de Gaulle aujourd'hui. Arrêtons de faire parler nos grands disparus. On peut continuer à être gaulliste mais avec un logiciel actualisé, à la version *Windows* 1958, substituons *Windows* 2022.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

À quoi sert une politique étrangère ? avez-vous demandé, M. Merchet. Mais c'est la carte d'identité d'un pays comme la France qui se réfère à l'idée républicaine, à l'idée du citoyen, à la souveraineté populaire, au civisme, au savoir, à la connaissance, c'est une façon d'être par rapport au monde qui évidemment compte beaucoup dans le reste du monde. Pensez à l'émotion suscitée dans les pays d'Amérique latine par l'effondrement de 1940. La catastrophe de 1940, je le dis au passage, devrait être réévaluée à la lumière de ce qui s'est passé globalement afin de ne pas en faire porter l'unique responsabilité à

la seule France. Le récit national dans son articulation avec le récit global est effectivement une chose importante.

Comme Hubert Védrine je me demande ce que pourrait être une politique extérieure française si on acceptait le vote à la majorité qualifiée au Conseil européen sur la politique étrangère. Que signifierait le statut conféré à la France par son siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU si les décisions de politique étrangère étaient prises à vingt-sept ? Je pose la question.

Un mot sur la guerre du Golfe. Bien sûr elle a été autorisée à l'ONU par une écrasante majorité. Mais dans cette majorité il y avait l'URSS. Je voterai ce texte si on change le libellé « *autorise l'emploi de la force* » par « *autorise tous les moyens nécessaires pour l'application des résolutions de l'ONU concernant l'Irak* », avait indiqué M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. Sous réserve de cette litote l'URSS, qui était déjà en pleine décomposition et allait disparaître moins d'un an plus tard, a couvert une action qui a ouvert une boîte de Pandore qui ne s'est jamais refermée.

On peut faire comme si on pouvait distinguer clairement la première guerre du Golfe et la seconde en réalité il y a un *continuum*. Je sais que c'est la France qui avait proposé ce vote au Conseil de sécurité aux Américains qui au départ ne voulaient pas d'un vote de l'ONU pour autoriser l'emploi de la force. Chacun jugera de la suite mais il est évident qu'après la première guerre du Golfe, la guerre civile en Irak, la répression, le blocus, avec les maux qu'il a engendrés, on est allé très rapidement au bombardement de Bagdad en 1998 puis à la deuxième intervention, celle de 2003, sous prétexte qu'il fallait « finir le *job* ».

J'aurais encore quelques observations à faire mais elles sont de moindre importance.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

J'ai écouté toutes les interventions avec le plus vif intérêt d'autant que nous avons entendu manier ce qui a dû apparaître à beaucoup d'entre nous comme des paradoxes et il est toujours sain de revivifier le débat. De ce point de vue « disputatoire » je crois que les échanges ont été tout à fait réussis.

Que nous a rapporté la décision de Jacques Chirac en 2003 ? demandiez-vous, M. Tertrais. Mais cinq ans de paix civile, une paix relative dans les banlieues. Elle nous a aussi apporté un petit sursaut de concorde nationale, me semble-t-il, mais ce n'est qu'une opinion personnelle. Et il est vrai que cela n'a pas duré comme l'ont montré les émeutes en banlieue lorsque D. de Villepin était Premier ministre...

Il me semble qu'il y a quand même un grand absent dans nos débats, c'est la Chine. Je ne veux pas parler à la place de Jean-Pierre Chevènement qui a conçu ce colloque mais si nous nous référons aux vingt dernières années c'est justement parce que c'est depuis vingt ans que nous savons que la Chine est la grande puissance émergente et que nous aurons affaire à elle en priorité. Or nous n'avons pas beaucoup abordé de front ce problème.

Une petite remarque à l'adresse d'Hubert Védrine à propos de l'indépendance. Il ne faut pas qu'il y ait jeu de mots. L'indépendance est la condition d'existence de l'État, c'est la souveraineté externe au sens des grands juristes du début du XX^e siècle, tel Carré de Malberg pour qui un État qui n'a pas de souveraineté externe n'est pas un État indépendant. Par conséquent un État indépendant doit avoir l'arme diplomatique. Et le contenu de l'indépendance est précisément notre diplomatie, que cette diplomatie soit ou non dirigée et plus ou moins cornaquée vers la question européenne ou vers des questions plus larges. De toute façon il me semble que l'indépendance devrait paraître comme une évidence absolue.

À propos de la question passionnante des valeurs et des principes, Démosthène, dans une des *Philippiques*, disait déjà : ce qui m'oppose à Philippe (roi de Macédoine) c'est que je suis là dans l'agora athénienne où je prends devant le peuple tout entier les décisions publiques que ce peuple veut bien me laisser prendre. Philippe, quant à lui, mène ce qu'on appellerait aujourd'hui sa « démocratie illibérale », il peut prendre des mesures de guerre sans être contrôlé par un peuple et surtout sans que le reste du monde sache ce qu'il va faire stratégiquement. Et, concluait Démosthène, entre les lignes : je préfère quand même le système démocratique. Ceci pour dire que cette question des valeurs et de l'Occident est extrêmement ancienne. Mais j'avoue que, personnellement, au-delà du constat factuel fait par Démosthène, je ne vois pas trop où elle nous mène.

Effectivement, nous avons peu parlé de la Chine. Quand je disais que la séquence de trente ans de l'après-guerre froide ou de la domination américaine était en train de s'achever, la question chinoise était en filigrane.

Comme Jean-Pierre Chevènement je trouve que « Indo-Pacifique » est un mot piège. Je suis obligé de l'employer comme commentateur mais je refuse d'employer ce concept. Comme le montre Pierre Grosser, l'historien des relations internationales, dans la revue « Défense nationale »⁴, c'est un concept nouveau dans la langue française et c'est clairement une idée hostile à la Chine. En tout cas les Chinois le perçoivent comme tel et ils ont raison. Cerner une puissance continentale par la mer est un concept antichinois, une idée navale américaine, anglo-saxonne, britannique à l'origine. « Indo-Pacifique » fait évidemment référence aux deux océans. Nous, Français, nous sommes laissés embarquer dans ce vocabulaire avec parfois des hésitations. À un moment, le Président de la République a parlé d'« axe indo-pacifique », je pense qu'il allait un peu trop loin. Ensuite on a parlé de zone, maintenant on parle de stratégie indo-pacifique... Pendant très longtemps, au Quai d'Orsay, on parlait d'Asie pacifique, une notion qui a le mérite d'inclure la Chine. Et l'expression « Indo-Pacifique », qu'on le veuille ou non, quelles que soient les explications un peu contournées du Quai d'Orsay et de l'Élysée sur ces questions, est destinée à contrer la Chine. Je pense que nous aurions intérêt, au-delà de la question des valeurs, à ne pas faire monter la tension dans cette région et au contraire à essayer, en jouant des quelques petits éléments dont nous disposons, de faire retomber la tension entre la Chine et les États-Unis, et, en tout cas, de ne pas nous laisser embarquer dans une politique de *containment* à mon avis extrêmement dangereuse. Mais c'est un point de vue personnel.

⁴ Pierre Grosser, « *Y a-t-il une tradition « indo-pacifique » française ?* », *Revue Défense Nationale* 2021/9 (N° 844), pages 40 à 44. (N.D.L.R.)

ANNE LEGARÉ

Vous ne serez pas étonnés qu'en tant que québécoise je ne puisse laisser passer le commentaire qui a été fait par M. Merchet sur le Québec. J'aimerais ajouter, en toute redevance au général de Gaulle, qu'il a quand même permis au peuple québécois de relever la tête. Pour rejoindre les thèmes de ce colloque je dirai que « relever le tête » dans un fédéralisme quand on est une nation – ce qu'est la France – est indispensable. Il faut relever la tête. Je pense que ce que disait Hubert Védrine à propos de la question de l'Europe était tout à fait dans cet esprit. Le Québec a relevé la tête grâce au général de Gaulle.

La question de la relation avec les États-Unis est aussi une dimension de politique étrangère. Je voulais simplement suggérer que la question du fédéralisme et de la relation aux États-Unis sont deux thèmes fondamentaux grâce au général de Gaulle.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Je comprends votre position. Mais je pense que cette phrase a incroyablement desservi le général de Gaulle, y compris en France. Par ailleurs, 54 ans plus tard, je constate que les Québécois se sont prononcés à deux reprises contre l'indépendance. Même si le Québec a beaucoup d'ennemis aujourd'hui, il est toujours membre de la fédération canadienne. Je ne sais pas si le Québec est « libre », en tout cas il n'est pas indépendant.

DANS LA SALLE

Ancien diplomate, ancien membre du ministère des Affaires étrangères, ayant entendu les provocations volontaires, je répondrai de manière tout aussi provocante que le temps de la diplomatie est double. Il y a le temps court de la tactique, des échecs, des tentatives, et puis il y a le temps long. Et je crois que le temps de la diplomatie c'est aussi le temps de l'histoire. Et semer des graines, même si elles n'ont pas une efficacité immédiate, cela a du sens et il est un peu ridicule de les traiter de ridicules.

Par ailleurs, ayant vu beaucoup de choses dans le monde, je pense que c'est aussi un exercice très français de vouloir sans cesse renoncer. Je n'ai jamais rencontré de peuples qui ne soient pas fiers d'eux-mêmes. Bien sûr il ne faut pas aller vers une solitude inefficace et stérile mais il faut se donner les chemins de l'influence et sur ce point je rejoins tout à fait M. Védrine.

ANNE-MARIE LE POURHIET

Ma question rejoint celle de Jean-Pierre Chevènement mais je vais la poser à chacun des intervenants. Je voudrais savoir ce qu'ils pensent de la proposition d'Olaf Scholz d'un plus grand fédéralisme européen. Fédéralisme qui, si j'ai bien compris ses propos, toucherait aux relations internationales de l'Europe, à la politique étrangère de l'Europe et pour lesquelles il proposerait que les décisions soient désormais prises à la majorité.

Quelle réponse, selon chacun d'entre vous, pourrait être faite par la France à la proposition du chancelier allemand ?

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Au-delà de la question que pose Anne-Marie Le Pourhiet un certain nombre de décisions de la Cour de justice européenne sont en lien préoccupant avec l'exercice par les États de leur souveraineté, y compris la souveraineté française. Je pense par exemple au domaine du renseignement. Donc la question est plus large.

BRUNO TERTRAIS

Je répondrai sur le vote à la majorité qualifiée sur certaines décisions de politique extérieure européenne.

À la différence de la politique monétaire, l'Europe n'a pas de politique extérieure *unique* mais une politique extérieure *commune*. Le fait qu'il y ait des décisions européennes dans beaucoup de domaines ne veut donc pas dire que

nous ayons abandonné nos diplomaties nationales comme nous avons abandonné nos monnaies nationales.

Ce vote à la majorité me semble tout à fait souhaitable pour surmonter certains blocages. Il est arrivé, par exemple, au cours des deux dernières années qu'un pays « prenne en otage » un dossier, refusant de voter sur la question Z tant qu'on n'avait pas réglé son problème Y.

Cela peut être utile dans certaines circonstances mais à mon avis ce sera très difficile à faire passer.

Toutefois ce ne serait pas une révolution ni un carcan pour l'action extérieure de la France.

L'expression « Indo-Pacifique », qui date de 2009-2010, n'est nullement américaine mais australienne et japonaise. L'idée à l'époque n'était absolument pas de faire du *containment* de la Chine mais de créer un espace où les normes internationales d'ouverture et de liberté s'imposent. Quand certains aujourd'hui parlent de faire du *containment* dans l'Indo-Pacifique, c'est autre chose. L'utilisation que nous Français faisons de ce système pour des raisons simplement géographiques (nos territoires d'Outre-mer sont à la fois dans l'Océan Indien et dans le Pacifique) et que nous valorisons ensuite avec nos contrats indiens et australiens, c'est encore autre chose. Mais je ne peux pas laisser dire qu'adopter l'expression « Indo-Pacifique » signifie par nature le *containment* de la Chine.

Que l'on ait un débat sur la Chine en revanche, oui, cent fois oui, nous avons très peu parlé de la Chine et ce n'est pas normal. C'est un tropisme très français : au sein des forces politiques françaises, dans le pré-débat de la campagne présidentielle on ne parle quasiment pas de la Chine. Notre débat sur la Chine n'est pas à la hauteur de l'enjeu chinois au XXI^e siècle, Marie-Françoise Bechtel a raison. Et *mea culpa* parce que moi-même je n'en ai absolument pas parlé dans mon intervention.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Nous allons faire face en Allemagne à une coalition pro-européenne. Angela Merkel était elle-même pro-européenne mais elle cherchait toujours le point d'équilibre central. Elle y est d'ailleurs parvenue, ce que démontre son très beau bilan à la fois en Europe et dans son pays... 16 ans, pas mal ! Si elle cherchait le

point d'équilibre elle était quand même une conservatrice qui n'avait pas vraiment envie de faire bouger les choses, sauf dans quelques moments de crise.

La nouvelle coalition, plus jeune, constituée de partis assez divers sera sans doute plus dynamique, Comment y répondre ? Le paradoxe serait que nous freinions des quatre fers alors que la diplomatie française, le Président Macron en particulier, a passé trois ou quatre ans à se plaindre que les Allemands n'étaient pas très allants sur les réponses aux propositions françaises. Il serait donc assez ironique de voir aujourd'hui la France signifier aux Allemands qu'elle ne souhaite pas aller plus loin dans l'intégration européenne.

Un accord de coalition en Allemagne n'est pas un texte écrit sur un coin de table. C'est un texte qui a une valeur quasiment juridique, que l'on trouve sur le site du gouvernement fédéral. Ce n'est pas un texte à la française où l'on jette trois ou quatre idées avec deux références brillantes et que l'on oublie dès le lendemain. Non, c'est un accord négocié, sérieux qui servira de base de travail pendant quatre ans. Or cet accord précise que « les intérêts de l'Europe sont les intérêts de l'Allemagne » (et non « les intérêts de l'Allemagne sont les intérêts de l'Europe »). Il faut donc vraiment s'y intéresser de très près, vous avez raison.

Sur l'Indo-Pacifique je suis en désaccord avec Bruno Tertrais, le concept américain est un concept de *containment* de la Chine.

BRUNO TERTRAIS

Je n'ai pas parlé du concept américain, justement. Les mots ont un sens.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Justement, les mots ont un sens et le concept américain d'Indo-Pacifique est un concept de *containment* de la Chine. Personne ne s'intéressait au concept australien, voire japonais, d'Indo-Pacifique. C'est un capitaine de vaisseau de la marine indienne qui le premier avait utilisé ce terme ignoré par tous jusqu'au jour où les Américains en ont fait leur politique.

BRUNO TERTRAIS

Nous l'avons adopté avant les Américains.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Mais cela n'avait aucune importance. Ce qui compte c'est ce que Washington en fait. Et nous sommes effectivement aujourd'hui dans le sillage des Américains sur cette question.

BRUNO TERTRAIS

Ma référence n'est pas Washington, ma référence c'est l'intérêt de la France.

HUBERT VÉDRINE

Je n'ai pas répondu encore à la question censée être adressée à tout le monde.

Je rappelle que le même O. Scholz avait proposé en 2018 que la France abandonne son siège de membre permanent au Conseil de sécurité pour le remettre à l'Union européenne.

Sachant que les Européens sont d'accord sur la démocratie, les droits de l'homme, l'amour universel et ce genre de choses mais qu'ils sont en désaccord sur chaque sujet, ils mettraient trois semaines à se mettre d'accord et le vote aurait lieu sans eux. Ce sera peut-être différent dans vingt ans – j'en doute – mais dans l'état actuel des choses, céder notre siège à l'Europe reviendrait à le perdre pour rien. Quel intérêt ?

Quoi qu'il en soit, cela montre une certaine continuité dans la pensée de M. Scholz. Mais sa proposition d'élargissement de vote à la majorité au niveau européen sur les sujets de politique étrangère supposerait de changer les traités, une aventure problématique ! Je ne suis pas sûr qu'eux-mêmes à Berlin croient qu'il y a un chemin pour un changement des traités. Il s'agirait, m'a-t-on expliqué,

d'une concession verbale faite à l'aile européiste des Verts, avec l'arrière-pensée d'observer les réactions des autres pays. De toute façon, on ne peut pas conclure à un traité nouveau qui soit ratifiable par les Vingt-sept. Je pense que dans six mois ce projet va céder la priorité à des questions considérées comme plus urgentes, ce que je ne regretterai pas.

J'avais le sujet de la Chine en tête lorsque je m'interrogeais sur notre volonté de repenser notre politique d'action européenne. Qu'est-ce que cela donnerait à la majorité qualifiée ? et sous influence allemande ?

Si, au contraire, nous décidons de « penser Occident », considérant que le système occidental est préférable au système chinois, et à tous les autres, nous devons accepter l'usage que font aujourd'hui les États-Unis du concept Indo-Pacifique. D'où les récentes clarifications préalables sur la Chine, la Russie ou l'Afrique.

« Indo-pacifique » est selon moi un « emballage » astucieux pour endiguer la Chine mais un concept fumeux (tout comme « Méditerranée » est un concept océanographique et nullement géopolitique). On oublie trop l'Inde dans cette affaire. En effet, l'Indo-Pacifique ne se résume pas à notre ancrage fragile en Nouvelle-Calédonie, à la Réunion ou à Wallis et Futuna... c'est d'un côté l'Inde et de l'autre un espace extrêmement dispersé.

La question de l'endiguement est un autre sujet. Est-il opportun, judicieux, à un moment donné, d'essayer d'endiguer la Chine pour montrer aux « durs » à Pékin (à part le président Xi ?) qu'il y a une volonté collective en face ? Faut-il s'y prendre autrement ?

J'ajoute un mot par rapport à ce qu'avait dit Bruno Tertrais sur l'OTAN.

Nicolas Sarkozy, en décidant de réintégrer le commandement intégré de l'OTAN, s'était fait des illusions. Devons-nous en ressortir ? m'avait demandé François Hollande. Mais, c'est triste à dire, la France de l'époque Hollande était déjà tout à fait incapable d'assumer ce retour, et ce sur quoi cela aurait débouché... Ressortir du commandement intégré de l'OTAN dans l'état actuel du monde et de l'Europe – que l'on peut déplorer – ce serait perdre toute influence en Europe, lui avais-je donc répondu, à son grand soulagement. Ce ne serait assumable que si nous n'avions plus besoin d'exercer une influence en Europe

parce que nous aurions inventé une voie à l'anglaise, un Brexit français crédible et gagnant. J'avais ajouté que nous devons absolument maintenir une pensée française autonome. Autonomie de plus en plus fragile, on le voit.

L'an dernier, à la demande du Président Macron, suite à ses déclarations sur l'OTAN, j'ai fait partie pendant six mois d'un groupe de réflexion sur l'avenir de l'OTAN. Il s'était trompé d'ailleurs, l'OTAN n'est pas « en état de mort cérébrale », l'OTAN est au contraire très active, et très (trop ?) présente. Notre problème, c'est l'activité de l'OTAN, c'est l'influence de l'OTAN, non sa « mort cérébrale » qui nous offrirait d'autres options. Le groupe de travail comptait sept Européens sur dix membres. Nous avons auditionné les trente ministres des Affaires étrangères et trente *think tanks* de tous les pays de l'Alliance. Il n'y en a pas un seul qui ait soutenu ou accepté les idées françaises sur l'autonomie, encore moins sur la défense, et même pas sur la "souveraineté".

Le mot « souveraineté » devient audible quand on parle de technologies, pas sur la défense. Je sais bien que l'excellente ambassadrice, avec laquelle j'ai travaillé pendant ces six mois, se bat tous les jours pour essayer de garder de l'influence. Mais l'OTAN est, par construction, une machine imperméable à l'influence de qui que ce soit d'autre que le Pentagone. C'est l'engagement américain de 1949 : les Américains, peu soucieux d'être entraînés une troisième fois dans une guerre mondiale, avaient annoncé qu'ils acceptaient, à notre demande, de revenir mais à condition d'avoir le contrôle absolu. C'était l'époque où le général Eisenhower, premier commandant en chef de l'OTAN, habitait Marnes-la-Coquette. Les Européens qui s'occupent des questions de défense (je ne parle pas de ceux qui dans les sommets franco-allemands disent des choses agréables aux oreilles françaises) n'ont pas bougé.

ALAIN DEJAMMET

Je tenterai de donner un début modeste de réponse à la question posée par M. Merchet sur l'origine de ce « mythe », de cette escroquerie que serait la place de la France comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. À quel titre, comment l'a-t-elle obtenue ?

Il faut se souvenir que si, en septembre 1944, la France était tenue à l'écart des négociations de Dumbarton Oaks⁵ c'est que le général de Gaulle avait autre chose à faire. Cela n'a pas empêché la Russie, l'Angleterre, les États-Unis et la Chine de décider que la France aurait un siège de membre permanent « le temps venu ». Cela sans que de Gaulle ait fait acte de mendicité, sans qu'il ait envoyé la moindre instruction à Henri Hoppenot, l'ambassadeur de France aux États-Unis. Les représentants des quatre États présents autour de la table étaient en effet conscients que leur comportement en 1939-40 n'avait quand même pas été très honnête. La France avait payé son écot, durement. Dunkerque⁶, par exemple, en 1940, n'était pas un fait d'armes admirable qui mérite d'être célébré tous les deux ans par un film anglais mais un sauve-qui-peut total alors que 40 000 Français se faisaient tuer, blesser et, pour certains, finissaient en captivité pour protéger la retraite éperdue des Anglais. Churchill s'en est souvenu. Comme il s'est souvenu du comportement français au Proche-Orient, en Libye, en Afrique, en Italie... Churchill était en effet avant tout partisan de cette offensive par le Sud. Staline lui-même se souvenait que la moitié des pilotes français de Normandie-Niémen (une escadrille française qui, chose rare, travaillait pour le compte de l'Armée rouge) étaient morts au combat. Notre siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'a donc pas été le fruit d'une escroquerie. Si, à Paris, de distingués personnages s'interrogent (Méritons-nous vraiment ce siège ? Ne devrions-nous pas rentrer en relation avec nos amis allemands ... ?) dans les couloirs des Nations Unies vous n'entendrez jamais la moindre critique contre le fait que la France dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité. En effet la France travaille, on le sait. Nombre de résolutions sont en fait l'œuvre de la

⁵ La conférence de Dumbarton Oaks (Washington DC, 21 août -7 octobre 1944) à laquelle participaient les États-Unis, le Royaume-Uni, l'URSS et la Chine, a jeté les bases de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

⁶ Du 20 mai au 3 juin 1940 se déroule la bataille de Dunkerque. Dépassées et défaites par les forces allemandes, les troupes britanniques renoncent à leur offensive vers le sud et se replient vers Dunkerque. Il s'agit alors d'organiser dans l'urgence la retraite de plusieurs centaines de milliers d'hommes au Royaume-Uni, en assurant la protection terrestre et aérienne de la zone où les réembarquements ont lieu. Profitant d'un ordre d'arrêt des armées ennemies devant la ville, confirmé par Hitler le 27 mai, les Alliés tiennent une poche étroite et organisent un corridor pour l'évacuation. L'Opération Dynamo est un succès relatif, une noria de petits navires permettant au gros des troupes de se retirer malgré le feu continu de l'artillerie et de l'aviation ennemies.

France. Et les Anglais eux-mêmes se trouvent en conjonction avec les vues françaises en politique globale.

Il est de bon ton aujourd'hui de parler de la Chine. Mais on parle peu de l'Afrique. Serait-ce parce que ce continent est plus misérable ? L'Afrique est régulièrement affectée par des crises. Et les Français sont présents. Et leur action n'y est ni totalement malhonnête ni totalement déraisonnable ! Cela se sait. À propos de l'affaire du Rwanda, alors que nous demandons que des enquêtes soient menées, que des rapports soient établis (sans chercher à savoir quel a été le comportement des Américains et des autres), alors que nous battons notre coulpe, les Nations Unies ont publié un rapport, confié à une commission indépendante, aucunement critique à l'égard de la France. Il faut savoir que ni Koffi Annan ni Boutros Ghali, qui furent l'un et l'autre Secrétaire général des Nations Unies, n'ont jamais critiqué la France à propos de son comportement sur le Rwanda. Donc les gens savent qu'en Afrique il se passe des choses importantes qui, si elles n'ont pas le relief et l'importance des grandes discussions sur l'économie, l'indépendance stratégique etc. inquiètent quand même 193 pays.

On a parlé de la démocratie. Or la démocratie c'est le nombre. Et le nombre c'est la masse des gens qui à New York savent que la France est un membre permanent qui s'occupe de leurs problèmes. C'est la raison pour laquelle je crois que notre rôle est assuré pour pas mal d'années.

Voilà pour le rôle de la France.

L'indépendance est évidemment plus ou moins ligotée par l'interdépendance, Hubert Védrine a parfaitement raison. Mais des décisions totalement indépendantes sont quand même prises. Lorsque Koffi Annan nous demande, en février 1998, s'il doit ou non se rendre en Irak pour rencontrer « l'abominable » Saddam Hussein afin d'essayer de calmer les choses et éviter une guerre, non seulement nous lui répondons en quelques minutes mais nous lui prêtons un avion. Nous n'avons pas besoin de consulter quelque État que ce soit pour analyser la situation. De même en 2008 Sarkozy n'a pas demandé l'opinion des partenaires du Conseil de sécurité ni même des partenaires de l'Union européenne pour prendre l'avion, rencontrer Poutine et essayer de calmer les choses en Géorgie. Nous sommes encore capables de réactions indépendantes en quelques minutes. Nous sommes le seul pays membre du Conseil de sécurité qui puisse réagir aussi vite sans avoir besoin de s'engager dans des négociations interminables avec d'autres alliés.

Permettez-moi une très courte réponse d'un point de vue historique. Cette affaire de l'origine du siège permanent de la France aux Nations Unies m'a vraiment beaucoup intéressé. J'avais d'ailleurs consulté Hubert Védrine sur ce point. J'avais interrogé Maurice Vaïsse et Georges-Henri Soutou qui ne sont quand même pas les historiens les plus médiocres sur cette question. Tous ont eu beaucoup de mal à me répondre. Hubert Védrine m'avait orienté vers Stettinius. La réalité c'est que nous devons effectivement ce siège aux Britanniques, à Churchill. Tout comme c'est Churchill qui a obtenu les zones d'occupation en Allemagne d'ailleurs. Si Churchill y tenait autant c'est parce que nous étions, comme les Britanniques à l'époque, une puissance coloniale. Et Churchill, qui avait en face de lui des Américains, des Soviétiques et des Chinois farouchement pour la décolonisation, cherchait un appui chez les Français pour préserver l'empire colonial. C'est l'empire colonial français qui a fait la décision, ce n'est pas l'état de la France de 1945. Pour l'anecdote, cela s'est joué à San Francisco grâce à la très grande habileté diplomatique du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Georges Bidault. Dans les trois premières semaines Georges Bidault, qui pensait qu'il n'aurait pas ce siège permanent à la première Assemblée générale des Nations Unies joua une carte habile en revendiquant le rôle de porte-parole des petits États. La France serait aux Nations Unies le porte-parole de tous ceux qui n'auraient pas droit un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il tint cette ligne pendant trois semaines à l'issue desquelles Stettinius, le secrétaire d'État américain (qui le raconte très bien), lui annonça qu'il aurait ce siège de membre permanent du Conseil de sécurité pour la France. Voilà comment les choses se sont réellement passées. Mais fondamentalement, au-delà de l'habileté de Georges Bidault, c'est notre histoire coloniale qui a pesé et pas notre participation aux combats de la Deuxième Guerre mondiale.

DANS LA SALLE

Dans toutes vos réflexions sur la géopolitique, les enjeux d'indépendance, n'y a-t-il pas un impensé, un non-dit sur la question très structurante des questions énergétiques ? Sur tous les champs que vous évoquez, les questions européennes,

internationales, l'intervention au Moyen-Orient notamment, il semble que ce soit quand même un déterminant majeur si ce n'est essentiel.

En Europe on peut parler du marché gazier, du Nord Stream 2, du fait que dans les années 1980 nous nous étions opposés aux Américains qui ne voulaient d'une nouvelle route gazière en Europe. Maintenant il y a des dissensions avec la Pologne, par exemple, qui ne veut pas voir aboutir ce projet.

Au Moyen-Orient c'est le gaz du Qatar, c'était le pétrole de l'Irak et de l'Arabie saoudite. Pour la Chine et la Russie c'est maintenant une interdépendance assez forte vis-à-vis de l'exploitation du gaz au Nord de la Russie. N'est-ce pas quand même un déterminant essentiel pour discuter de géopolitique actuellement ?

HUBERT VÉDRINE

Les questions d'énergie ont toujours joué un rôle géopolitique, en tout cas depuis la révolution industrielle. Le charbon est présent partout, mais dès que l'on a eu besoin de pétrole et de gaz très concentrés, cela a joué un rôle clef.

Mais que dire ? Cette évidence n'appelle pas de réponse automatique simple.

Si on place l'Europe au premier plan – je reviens à ma grille d'interprétation du début –, c'est l'Europe qui doit décider à la majorité. Concernant l'énergie nucléaire, nous allons voir si, dans la bataille de la taxonomie dont le dénouement est proche, la France arrive à résister à la volonté allemande. C'est la Commission qui va décider de la labellisation « verte » ou non du nucléaire, accepté ou non comme énergie de transition. Dans un système européen fédéralisé, le nucléaire français serait écarté. On verra ce que propose la Commission. D'autres États, comme la Pologne, veulent gagner du temps et garder le charbon le plus longtemps possible. Je rappelle que Mme Merkel, en sortant prématurément du nucléaire, a relancé le charbon en Allemagne ! Et il y a la bataille sur le gaz. Dans la situation actuelle de foire d'empoigne, où l'Union européenne n'est pas un système communautarisé, c'est le rapport de force entre les États membres qui décide, avec une bataille dans chaque pays entre ceux qui s'y résignent ou veulent absolument l'écarter. S'y ajoutent des discussions qui n'ont pas toutes une importance géopolitique, comme la question des éoliennes. Faut-il les installer sur terre ? en mer ? Combien de lignes à haute tension devront être construites pour acheminer leur électricité ? Ce sont des sujets très importants dans chaque pays, mais ce n'est pas de la "géopolitique". Par contre on voit bien que dans la

tête des décideurs du monde entier, même en Chine, il y a l'idée que maintenant, d'une façon ou d'une autre, il faut développer les énergies renouvelables, ce qui à terme réduira le poids des pays producteurs de pétrole. Pas tout de suite. Il y en a encore pour très longtemps. Cette anticipation va réduire petit à petit leur pouvoir de négociation, voire d'intimidation, de chantage (y compris au sein de l'Islam). Mais cela prendra des décennies.

BRUNO TERTRAIS

Oui c'est un déterminant important... mais essentiel ? Je ne suis pas sûr.

Les ressources aujourd'hui c'est un marché mondial. Comme on dit en économie, il est plus facile aujourd'hui d'acheter que de voler. Nous ne sommes plus du tout dans les problématiques de guerres de ressources qui avaient lieu encore jusqu'au milieu du XX^e siècle. Aujourd'hui les guerres de ressources sont des guerres « d'abondance » et non de « rareté », et, en général c'est plutôt dans le cadre de conflits internes. Le Japon en 1941 ce n'est pas la même chose que le Golfe en 1991.

Quand on parle de dimension géopolitique de la dépendance énergétique il ne faut pas oublier que cette dépendance est à double sens. On peut dire que l'Europe est dépendante du gaz russe mais on peut dire aussi que la Russie est dépendante de ses exportations de gaz vers l'Europe.

Attention à certains récits « néo-marxistes » – que l'on trouve surtout à l'extrême gauche – selon lesquels ce sont les gazoducs qui mènent le monde : l'Afghanistan « ce sont les gazoducs », la Syrie c'était « évidemment une histoire de gazoducs » etc. Il faut se méfier des explications simplificatrices dans tous les domaines. La circulation énergétique, notamment celle des hydrocarbures, se fait souvent dans des zones de crise pour toutes sortes de raisons. On ne peut pas comprendre le Caucase si on fait totalement l'impasse sur la circulation des hydrocarbures. Ce qui ne veut pas dire que cela détermine tout. Et en Syrie je pense que ça n'a à peu près rien déterminé.

Je voulais compléter et élargir la dernière question qui a été posée.

Lorsque l'on parle d'autonomie, d'indépendance de la politique étrangère, ce qui reste dans l'ombre, dans l'angle mort, ce sont les moyens de notre autonomie, de notre indépendance. La politique étrangère de la France ne devrait-elle pas commencer par garantir elle-même sa propre autonomie ? Diplomate de profession, j'ai vu en vingt-cinq ans de carrière les effectifs du Quai d'Orsay divisés par trois et un budget qui, bon an mal an, reste depuis une bonne vingtaine d'années aux alentours de 5 milliards d'euros alors que des budgets qui participent à l'action extérieure de la France sont gérés en dehors de l'outil diplomatique, notamment par l'Agence française de développement et d'autres opérateurs.

De ce point de vue-là les décisions politiques sur les vingt ou trente dernières années n'ont-elles pas été contreproductives en ce qui concerne les moyens de nos objectifs ?

Je suis tout à fait d'accord avec ce que sous-entend votre question. Je pense que l'acharnement ancien de Bercy contre le Quai a été servi par la faiblesse, la mauvaise organisation, la lâcheté de l'ensemble du corps diplomatique. C'est une erreur grave. Les économies réalisées par Bercy sur le budget de la diplomatie sont dérisoires, mais les conséquences dans les pays sont désastreuses pour notre influence : arrêt de programmes de bourses, fermeture de centres culturels, annulation de missions... La vision idiote et superficielle d'une diplomatie qui ne sert à rien et se disperse dans des cocktails et de futiles mondanités est depuis longtemps enracinée dans une grande partie du corps politique et des élites économiques. Et il n'y a jamais eu d'expression suffisamment forte pour contrebalancer ces clichés et rappeler l'évidence : dans l'état chaotique du monde actuel, caractérisé par l'interdépendance généralisée et toutes les forces en mouvement dont nous avons parlé, on n'a jamais eu autant besoin de professionnels de la diplomatie, de la négociation, de l'analyse des situations. Il serait donc intelligent de remettre un peu d'argent là-dedans ! Il y a une douzaine d'années j'avais coécrit avec Alain Juppé une tribune où nous disions à quel point

ces petites économies étaient absurdes et contreproductives au regard des déficits géants dont la France est coutumière.

Je suis donc hostile à cette tendance et je ne résiste pas au plaisir de rappeler que les cinq années pendant lesquelles j'ai été ministre ont été à peu près la seule période contemporaine où le budget des Affaires étrangères n'a pas diminué. Ne croyez pas que ma popularité dans ce milieu ne soit que liée à mes idées, c'est largement dû à cette résistance !

BRUNO TERTRAIS

Je donnerais volontiers 5 % du budget de la défense au Quai d'Orsay. Je pense en effet que le levier diplomatique est d'une extraordinaire efficacité au regard de son coût. Les diplomates sont beaucoup trop polis pour manifester et pour bloquer le pont Alexandre III. Ils devraient.

DANS LA SALLE

Vous avez évoqué rapidement à propos de l'Europe le sujet de la taxonomie et de l'énergie nucléaire. Je dois dire qu'il est quand même assez effarant de voir que l'Europe risque de ne pas classer le nucléaire comme énergie « verte » dans la taxonomie européenne alors qu'on y met le gaz. Le gaz est peut-être un peu moins générateur de CO₂ que le charbon ou le pétrole liquide mais tout de même ! Chacun voit qu'il s'agit de permettre à l'Allemagne, qui a d'ailleurs relancé le charbon, de compenser l'intermittence des énergies renouvelables.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Nous avons longuement traité cette question dans notre précédent colloque intitulé « Écologie et progrès », avec notamment une remarquable intervention de Louis Gallois.

Étudiant et militant à la gauche républicaine et socialiste, je suis spontanément plus proche de Jean-Pierre Chevènement sur tous les sujets abordés ici. Néanmoins j'ai trouvé les propos échangés très intéressants. Beaucoup de bonnes pistes et de remarquables analyses sont venues d'Hubert Védrine. Je suis un peu moins proche de Bruno Tertrais.

Ma question porte sur l'OTAN.

Quel avenir, quelles perspectives pour l'OTAN ?

Je suis plutôt pour une sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN. Je pense humblement que l'OTAN a un problème d'ordre structurel, en tout cas qu'elle a évolué. Le but de l'OTAN était à l'origine que l'Allemagne ne redevienne pas l'Allemagne de Bismarck et d'Hitler (objectif atteint : elle est devenue une grande Suisse pacifique, industrialisée) et que les États-Unis, à terme, se désengagent d'Europe. La menace soviétique n'existe plus, la Russie n'est pas l'URSS.

M. Tertrais réfutait la dichotomie entre les « néo-conservateurs » et les « gaullo-mitterrandiens ». Il y a dans cette argumentation des choses très convaincantes mais les instruments de la politique extérieure de la France, l'OTAN en premier lieu, et puis d'une certaine manière l'Union européenne, ont muté. Quand le général de Gaulle quitte le commandement intégré en 1966 et quand Nicolas Sarkozy le réintègre en 2007, nous ne sommes pas face à la même organisation.

Si votre question concerne l'avenir de l'OTAN et non la position française, mon constat est qu'aucun membre de l'Alliance atlantique n'est prêt à y renoncer. Certes, la protection américaine n'est pas sûre. Le doute ne pouvait plus être masqué la présidence Trump. Mais c'est comme l'existence de Dieu : on ne peut pas non plus prouver l'inverse. Pendant la période Trump, Mme Merkel elle-même s'était un temps inquiétée, doutant de la protection garantie par l'article 5 de la charte de l'OTAN appelant à une meilleure organisation des Européens. Mais cela n'a eu aucun effet. Les membres de l'Alliance atlantique ont attendu la fin du cauchemar Trump. Ils sont maintenant rassurés et considèrent qu'ils sont protégés, qu'il n'y a pas d'autre solution, que les idées françaises de

défense européenne sont fumeuses voire dangereuses. L'OTAN durera tant qu'il y aura une demande, jusqu'à ce que les Américains décident qu'ils peuvent s'en passer, ce qui est inimaginable aujourd'hui.

Même si les Américains allaient un jour jusqu'au bout de la pensée de Trump et se désengageaient, laissant l'Europe assurer sa sécurité, à mon avis on ne trouverait pas comme cela en Europe une majorité en faveur d'une Europe de la défense à la française. Une grande partie des opinions se révélerait neutraliste ou pacifiste. L'élément majeur reste que tous les pays membres tiennent absolument à ce que l'Alliance continue et à ce que l'OTAN élargisse ses compétences, même au-delà de sa mission initiale.

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Il y a des éléments franco-français dans ce débat sur l'OTAN. Il n'y a pas d'enthousiasme chez les diplomates, chez les militaires français, notamment dans les états-majors, pour l'OTAN. En revanche il y a dans les états-majors un très fort tropisme pro-américain, une proximité avec les Américains. L'OTAN est une grosse machinerie démocratique qui produit des concepts, où l'on parle, où l'on fait du multilatéralisme... même s'il y en a un qui est un peu plus multilatéral que les autres. Mais les Canadiens, les Lettons, les Croates, les Portugais... n'intéressent guère les militaires français qui veulent travailler avec les Américains. C'est même structurel depuis la Seconde Guerre mondiale. La partie de l'armée française qui est favorable à l'indépendance nationale est minoritaire, c'est celle qui est liée à l'histoire du nucléaire, attachée au gaullisme, ce qui se porte quand même assez mal dans l'armée française qui est politiquement d'une autre tradition.

Il ne faut donc pas confondre ce qui relève de l'OTAN, de l'organisation militaire intégrée, avec des choix historiques de fond qui sont par exemple, pour les militaires français, le choix de l'alliance inconditionnelle avec les Américains. Les militaires français veulent travailler avec les Américains que l'on soit ou non dans le commandement intégré.

BRUNO TERTRAIS

Tout ceci est assez vrai en effet, avec des nuances selon les armées. Sur les trois armées il y en a une qui est encore plus prompte que les autres à travailler avec les États-Unis. De ce fait il y a une sorte de décalage avec la place qu'est en train de prendre dans le débat français la question symbolique de l'appartenance au commandement militaire intégré. Du coup ce décalage est un peu gênant pour ceux d'entre nous qui connaissons le sujet, ce qui est le cas à cette table.

J'ai essayé de dire ce que nous gagnons à rester dans le commandement militaire intégré. Je suis prêt à en débattre avec ceux qui soutiennent l'idée d'une sortie, leur retournant la question : que gagnerions-nous et, éventuellement, que perdriions-nous à en sortir ? C'est à mon avis dans ces termes que le débat doit être posé et non pas dans les termes de ce que j'appelle le « fétichisme gaullien » qui serait un peu le réflexe de certains responsables politiques aujourd'hui, y compris en campagne.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Je crois qu'il est temps de conclure ces débats qui ont été très riches, pour lesquels nous vous remercions tous de votre participation.

PUBLICATIONS RÉCENTES

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du 22 septembre 2021

LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LE XXI^E SIÈCLE

Colloque du 19 mai 2021

COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?

Colloque du 13 avril 2021

ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU « LEADERSHIP » AMÉRICAIN

Colloque du 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 16 avril 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**

Séminaire du mardi 2 avril 2019

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?

Colloque du mardi 29 janvier 2019

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES

Colloque du mercredi 5 décembre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**

Colloque du lundi 19 novembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE

Colloque du lundi 4 juin 2018

L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?

Colloque du mardi 20 mars 2018

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^{ème} République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'intégration européenne et la résurgence des nationalismes** », mai 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Le nucléaire civil, une industrie d'avenir** », note de lecture de l'ouvrage de Cédric Lewandowski, *Le Nucléaire* (Que sais-je ? 2021), par Guillaume Servant.
- « **La crise du modèle néolibéral et l'avenir du capitalisme** », note de lecture de l'ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *La dernière chance du capitalisme* (Odile Jacob, 2021), par Joachim Sarfati.
- « **La recherche française victime d'une contamination militante ?** », note de lecture de l'ouvrage de Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le rôle moteur de l'État dans l'innovation** », note de lecture de l'ouvrage de Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur, pour en finir avec l'opposition public-privé* (2015 ; trad. Fayard, 2020), par Guillaume Mars.
- « **L'assimilation et le modèle républicain français** », note de lecture de l'ouvrage de Raphaël Doan, *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La dépendance aux métaux rares et les contradictions de la transition énergétique et numérique** », note de lecture de l'ouvrage de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares* (Les liens qui libèrent, 2018), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Assiste-t-on à une renaissance des classes populaires ?** », note de lecture de l'ouvrage de Christophe Guilluy, *Le temps des gens ordinaires* (Flamarion, 2020), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com ou benjelloun@fondation-res-publica.org

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en février 2022